TV

tremplin le mag

N° 42 - DECEMBRE 2024



LES TREMPLINS

TREMPLIN IEP

STAGES INTENSIFS TREMPLIN

Travaillez et consolidez vos connaissances en questions contemporaines, histoire et en anglais grâce au livret, à la masterclass, aux cours, exercices, ateliers d'écriture, etc.



Stage de la Toussaint*

Stage de Noël*

Stage de Février**

En distanciel, en visioconférence.

En présentiel dans les villes des 7 Sciences Po du réseau ScPo :
Aix-en-Provense, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse.

Retrouvez toutes les informations sur le site internet Tremplin IEP

Les places sont limitées, réservez la votre dès maintenant !

S'inscrire

* Les stages de la Toussaint et de Noël se déroulent exclusivement en distanciel et sont réservés uniquement aux élèves de Terminale.

** Le stage de février est ouvert aux élèves de Première (en distanciel) ainsi qu'aux élèves de Terminale (en distanciel et en présentiel).

Editorial

Alors que s'achève l'année la plus chaude jamais enregistrée avec une augmentation moyenne des températures de 1.5°C par rapport à l'ère préindustrielle, la CoP 29 a été de nouveau critiquée pour le manque de garantie accordée aux moyens annoncés ; cet échec relatif illustre une nouvelle fois la difficile mise en œuvre du multilatéralisme à l'échelle mondiale. De son côté, la Cour pénale internationale a émis des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahou et Yoav Gallant, respectivement Premier ministre et ministre de la défense d'Israël, les accusant d'être responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité prétendument perpétrés par l'armée israélienne lors des opérations militaires menées dans la bande de Gaza après l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023.

En Ukraine, la guerre s'intensifie alors que les deux camps, qui espèrent une résolution en 2025, cherchent à renforcer leurs positions territoriales. La Russie multiplie les menaces nucléaires, tandis que ses bases militaires sont la cible de missiles à longue portée de conception occidentale. En Syrie, la conquête du pouvoir par les rebelles du groupe HTC a surpris un grand nombre d'observateurs. La situation était figée depuis plusieurs années ; il n'a fallu que quelques semaines pour renverser Bachar al-Assad et plonger le pays dans une nouvelle ère qui porte autant d'espoirs que d'incertitudes.

Face à ces mutations, la France et l'Allemagne se trouvent affaiblies. De notre côté du Rhin, outre une crise politique, c'est la situation économique et financière du pays qui préoccupe. Le retour des plans sociaux, la perte de souveraineté sur des filières pourtant stratégique comme celle du médicament ou encore les mobilisations sociales régulières, en métropole comme dans l'Outre-mer, font craindre un affaiblissement stratégique du pays.

Horizon Sciences Po est, enfin, l'occasion de découvrir deux nouvelles références mentionnées dans la bibliographie du réseau ScPo relative aux solidarités. *Welcome*, film de Philippe Lioret, permet de réfléchir aux différentes formes de solidarité qui s'expriment face au drame vécu par les exilés bloqués au sud de la Manche. Il permet également de s'interroger sur le respect de la loi ou l'impératif moral de la braver lorsque celle-ci impose un délit de solidarité. Une deuxième référence, *L'insécurité sociale. Qu'est ce qu'être protégé ?* de Robert Castel revient sur les différentes formes de protection dont bénéficie l'individu face aux risques sociaux. Cependant, cette solidarité mise en œuvre par l'État et ses différents avatars ne permet pas de supprimer le sentiment d'insécurité sociale.

UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

VN PARTICIPATIONS
42 RUE DEYRIES
33800 BORDEAUX

TÉL : 05.33.49.01.80
contact@trempliniep.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Thierry CORDE

COMITÉ DE RÉDACTION
Florent VANDEPITTE

AUTEURS
M. Arnaud LE GARS - M. Vincent BIENSTMAN - Mme Judith LEVERBE

PHOTOS
Vue satellite. (Nasa) - Arc de triomphe. (Unplash) - Vue satellite. (Nasa) - La COP29, qui s'est tenue à Bakou en Azerbaïdjan du 11 au 24 novembre 2024, s'est achevée sur un bilan mitigé (AFP) - Bakou : encore un sommet pour rien - Emanuele Del Rosso (Italie) @cartooning for peace - Le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou et l'ancien ministre de la Défense Yoav Gallant sont désormais sous le coup d'un mandat d'arrêt de la CPI (Abir Sultan/AFP) - Des bâtiments résidentiels fortement endommagés dans la ville d'Avdiivka, dans la région de Donetsk (Alexander Amochenko/Reuters) - Site des frappes aériennes du régime syrien visant les combattants anti-régime à Alep, dans le nord de la Syrie, le 30 novembre 2024 (Aaref Watad/AFP) - Carte Syrie: zones d'influences des différentes forces (AFP) - Le chancelier allemand Olaf Scholz a limogé le ministre des Finances libéral Christian Lindner le 6 novembre (Odd Andersen/AFP) - Calin Georgescu à sa sortie de l'isoloir lors du premier tour de l'élection présidentielle le dimanche 24 novembre (Mihai Barbu/AFP) - Ahou Daryaei défie le régime iranien en se promenant dans la rue en sous-vêtement le 4 novembre (Amnesty Iran, capture vidéo témoin) - Dessin Fargol Ghadimi - Dessin Daughters of Persia - Dessin Sanaz Bagheri - Couverture Chroniques de Jerusalem - Couverture Economix - Couverture Atlas géopolitique mondial edition 2025 - Drapeaux français (Pxhere) - La mobilisation des salariés sur les sites de Michelin (AFP) - Une manifestation de salariés de Auchan (medialb) - Les ventes de Doliprane restent toujours aussi élevées en France (midilibre) - L'UE veut réduire les importations de voitures électriques chinoises (TF1) - Une manifestation de Gilets Jaunes à Paris en 2018 (manifestations gilets jaunes) - Emmanuel Macron lors de son allocution du 5 décembre 2024 (challenges) - Les agriculteurs ont de nouveau manifesté en novembre 2024 (france bleu) - L'accord a été trouvé entre l'UE et le Mercosur (echo) - Des manifestants contre la vie chère en Martinique (static actu) - La visite de l'ancien Ministre de l'Outre-Mer pour la signature de l'accord (medias france antilles) - Buste (Unplash) - Affiche du film Welcome, Couverture de l'insécurité sociale. Qu'est ce qu'être protégé? Robert Castel

Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.



TREMPLIN LE MAG

Revue d'actualité et de culture générale

ACTUALITÉ INTERNATIONALE..... 6

ACTUALITÉ NATIONALE..... 22

HORIZON SCIENCES PO

- Philippe Lioret, *Welcome*, 2009 35

- Robert Castel, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Seuil et La République des Idées, 2003 37

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

1. COP 29, des avancées limitées pour une urgence climatique croissante

2. Benjamin Netanyahou sous mandat d'arrêt, une décision controversée la CPI

3. Guerre en Ukraine, vers une escalade du conflit ?

4. Syrie, le retour de la guerre silencieuse

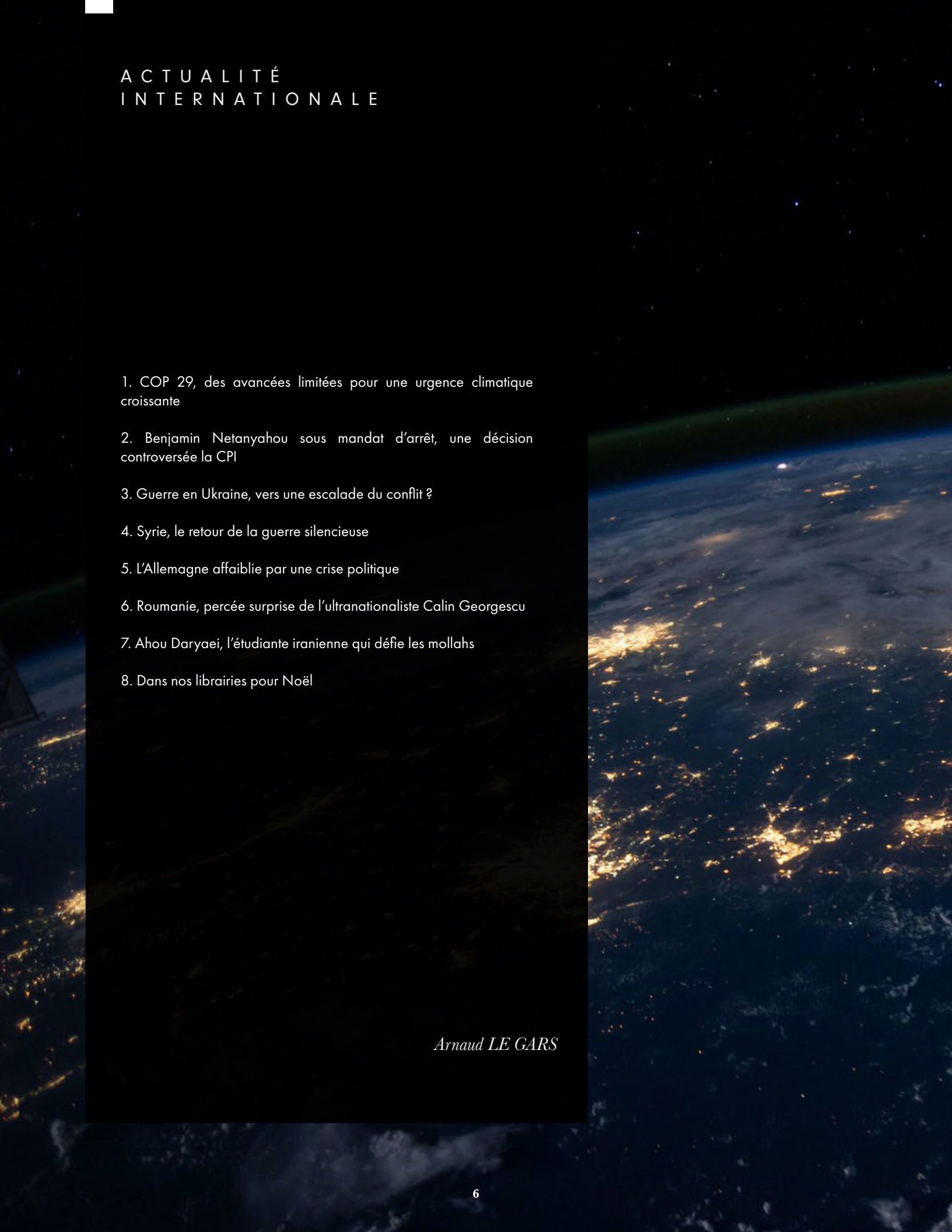
5. L'Allemagne affaiblie par une crise politique

6. Roumanie, percée surprise de l'ultranationaliste Calin Georgescu

7. Ahou Daryaei, l'étudiante iranienne qui défie les mollahs

8. Dans nos librairies pour Noël

Arnaud LE GARS





ALLER PLUS LOIN...

NATIONS UNIES: COP 29, a Conférence des Nations Unies sur le climat convient de tripler le financement aux pays en développement

RFI: la Cop 29, une immense déception pour l'Afrique

La COP29, qui s'est tenue à Bakou en Azerbaïdjan du 11 au 24 novembre 2024, s'est achevée sur un bilan mitigé

COP 29, DES AVANCÉES LIMITÉES POUR UNE URGENCE CLIMATIQUE CROISSANTE

La 29e Conférence des Parties sur le climat (COP29), qui s'est tenue à Bakou, en Azerbaïdjan, a clos ses travaux avec des résultats contrastés. Bien que des progrès aient été réalisés, notamment sur le financement climatique, de nombreuses lacunes ont laissé les participants sur une note d'insatisfaction. Retour sur les principaux enjeux et conclusions de cette conférence.

L'un des résultats majeurs de la COP29 est l'accord sur un nouvel objectif de financement climatique. Les pays développés se sont engagés à tripler leur aide aux pays en développement, portant cette enveloppe à **300 milliards de dollars par an d'ici 2035**. Cet engagement marque une étape importante, mais il reste loin des **1 300 milliards de dollars annuels** jugés nécessaires par les pays en développement pour répondre efficacement aux défis climatiques.

L'un des engagements phares de la COP29 est le triplement de l'aide climatique apportée par les pays développés, qui passera de 100 milliards de dollars à 300 milliards de dollars par an d'ici 2035. Ces fonds incluront une combinaison de contributions publiques directes, d'investissements privés et de mécanismes financiers innovants, tels que les obligations vertes ou les partenariats public-privé. Cependant, les modalités précises de ce financement, notamment la répartition entre les différentes sources et les conditions d'accès pour les pays bénéficiaires, n'ont pas été définies. Cette ambiguïté soulève des interrogations quant à la faisabilité de cet objectif ambitieux et laisse planer des doutes sur l'efficacité des mesures mises en œuvre. L'accord reconnaît également la nécessité d'atteindre, à terme, un financement climatique annuel de 1 300 milliards de dollars pour répondre aux besoins croissants des pays en développement. Ce montant reflète les estimations de l'ONU et des experts en climat pour financer des projets d'adaptation et d'atténuation à grande échelle. Cependant, cet objectif reste

indicatif, sans mécanismes contraignants ni calendrier précis pour y parvenir. La dépendance aux contributions volontaires et aux réformes financières internationales laisse les pays en développement dans une situation d'incertitude.

Les banques multilatérales de développement, telles que la Banque mondiale et les institutions régionales, ont été désignées comme des acteurs centraux pour mobiliser des fonds supplémentaires. L'accord prévoit qu'elles fournissent jusqu'à 120 milliards de dollars d'ici 2030, tout en jouant un rôle de catalyseur pour attirer des investissements privés grâce à des garanties financières. Ces réformes visent à renforcer leur efficacité en alignant leurs stratégies sur les objectifs climatiques mondiaux et en augmentant leur capacité à financer des projets verts dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Les nations les plus vulnérables, telles que les **petits États insulaires en développement (PEID)** et les **pays les moins avancés (PMA)**, bénéficieront d'une priorité dans l'accès aux financements climatiques. Ces régions, particulièrement exposées aux impacts du changement climatique, recevront une part significative des fonds mobilisés. Une feuille de route spécifique, qui sera finalisée d'ici 2025, vise à accroître la proportion de dons par rapport aux prêts pour réduire la pression financière sur ces pays. Cela marque une reconnaissance des défis uniques auxquels ils sont confrontés, bien que l'ampleur des engagements reste limitée par rapport à leurs besoins réels.

Ces engagements financiers, bien qu'ambitieux sur le papier, révèlent des lacunes structurelles. L'absence de mécanismes contraignants et de précisions sur la mise en œuvre suscite des interrogations sur leur impact réel, laissant la responsabilité à la COP30 de traduire ces promesses en actions concrètes.

Réactions mitigées, entre déception et appel à l'ambition

Les résultats de la COP29 ont suscité une vague de critiques, exprimant une déception partagée par les acteurs politiques, les ONG et les experts du climat. Ces réactions mettent en lumière le sentiment général que les avancées obtenues à Bakou sont insuffisantes face à l'urgence climatique.

Les responsables politiques présents à la COP29 ont été nombreux à critiquer les résultats obtenus, soulignant un manque de courage et d'ambition dans les engagements pris.

Agnès Pannier-Runacher, ministre française de la Transition écologique, a décrit le texte final comme "décevant" et "pas à la hauteur des enjeux". Elle a insisté sur le décalage entre les engagements financiers annoncés et les besoins réels des pays en développement, qui réclament des fonds bien plus substantiels pour faire face aux impacts du changement climatique. Cette position reflète une frustration commune chez de nombreux pays européens, soucieux de maintenir la crédibilité des objectifs climatiques mondiaux.

De son côté, Wopke Hoekstra, commissaire européen chargé des négociations climatiques, a exprimé sa déception concernant l'absence de progrès sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. "Nous faisons face à une crise qui exige des actions radicales, mais ce texte traduit un compromis minimaliste", a-t-il déclaré. Selon lui, les efforts pour limiter le réchauffement à 1,5 °C nécessitent des engagements plus clairs et des mesures plus audacieuses, notamment de la part des plus grands émetteurs.

Ces déclarations traduisent un malaise persistant parmi les décideurs politiques, qui doivent composer avec des contraintes nationales tout en tentant de répondre à des défis globaux.

Les organisations de défense de l'environnement ont été parmi les voix les plus critiques à l'égard des résultats de la COP29.

Des ONG comme Greenpeace et le WWF ont dénoncé ce qu'elles perçoivent comme une absence de volonté politique de la part des pays riches. Elles reprochent à ces nations de ne pas assumer leur responsabilité historique dans les émissions de gaz à effet de serre et de ne pas mobiliser suffisamment de ressources pour soutenir les pays en développement.

Les mécanismes financiers insuffisants ont également été pointés du doigt. Les ONG estiment que les engagements financiers annoncés, bien que significatifs, restent trop vagues et manquent de garanties pour assurer leur mise en œuvre. Selon elles, le financement climatique doit être non seulement augmenté, mais également distribué de manière équitable et rapide.

Ces critiques, émanant à la fois de responsables politiques et d'organisations non-gouvernementales, témoignent d'une déconnexion persistante entre l'urgence climatique et la réponse apportée par la communauté internationale. Alors que les impacts du changement climatique s'intensifient, les décisions prises lors de la COP29 sont perçues comme trop lentes et trop timorées.

Ce sentiment de frustration souligne la nécessité pour la prochaine COP30, prévue à Belém au Brésil, de redoubler d'efforts pour combler ces lacunes et restaurer la confiance des parties prenantes dans le processus de négociation internationale sur le climat.

Des progrès modestes, des attentes déçues

La COP29 a toutefois permis d'obtenir des résultats dans d'autres domaines, bien que ces avancées soient jugées modestes et parfois incomplètes.

Un accord a été trouvé concernant l'Article 6 de l'Accord de Paris, qui régit les marchés du carbone. Cet accord vise à clarifier les règles pour les transactions entre pays, permettant aux nations de vendre des réductions d'émissions excédentaires. Bien que ce cadre soit salué, son impact réel dépendra de sa mise en œuvre et de l'engagement des pays à respecter des critères stricts.

Par ailleurs, un cadre comportant 100 indicateurs quantifiables a été établi pour mesurer l'adaptation au changement climatique. Ces indicateurs fourniront des outils pratiques pour évaluer les progrès, notamment dans les secteurs vulnérables tels que l'agriculture, la gestion de l'eau et les infrastructures.

Concernant les points de déception, aucune décision n'a été prise concernant des objectifs contraignants de réduction des émissions. Cette lacune a été particulièrement critiquée, car elle limite les efforts globaux pour contenir le réchauffement à 1,5 °C.

Le chef de l'ONU Climat, Simon Stiell, a résumé la situation en déclarant : "Aucun pays n'a obtenu tout ce qu'il voulait, et nous quittons Bakou avec une montagne de travail à accomplir."

La COP29 a marqué des avancées, notamment sur le financement climatique et les marchés du carbone, mais a échoué à répondre pleinement aux attentes. Les engagements financiers, bien qu'importants, restent insuffisants face aux besoins réels, et l'absence d'accord sur la réduction des émissions est un signal alarmant pour l'avenir.

L'année 2024 s'annonce comme la plus chaude jamais enregistrée, avec une température moyenne globale dépassant pour la première fois un réchauffement de **1,5 °C** par rapport à l'ère préindustrielle. Les phénomènes climatiques extrêmes, tels que les vagues de chaleur, les sécheresses et les inondations, se multiplient, augmentant la pression sur les décideurs pour accélérer les actions climatiques. Les acteurs internationaux devront redoubler d'efforts lors des prochaines négociations pour répondre aux défis colossaux posés par le changement climatique. Tous les regards se tournent désormais vers la COP 30, qui se tiendra en 2025 à Belém, au Brésil, en tant qu'hôte, aura l'opportunité de mettre en lumière les défis des forêts tropicales et de la biodiversité, tout en jouant un rôle clé dans la mobilisation internationale. ◆

COP 29 à Bakou : encore un sommet pour rien - Emanuele Del Rosso





Le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou et l'ancien ministre de la Défense Yoav Gallant sont désormais sous le coup d'un mandat d'arrêt de la CPI

ALLER PLUS LOIN...

YOUTUBE: Le Statut de Rome a 25 ans

QUID JURIS (podcast): Conflit au Proche-Orient, que peut le droit international ?

BENJAMIN NETANYAHOU SOUS MANDAT D'ARRÊT, UNE DÉCISION CONTROVERSÉE LA CPI

La Cour pénale internationale (CPI) a émis un mandat d'arrêt contre Benjamin Netanyahou, Premier ministre israélien, et Yoav Gallant, ministre de la Défense. Ces mandats d'arrêt ont été émis dans le cadre d'une enquête initiée par le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI) concernant « la situation dans l'État de Palestine ». Au cours de cette enquête, le Procureur a demandé, le 20 mai 2024, l'émission de mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahou et Yoav Gallant, les accusant d'être responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité prétendument perpétrés par l'armée israélienne lors des opérations militaires menées dans la bande de Gaza après l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023. En réponse à cette demande, la chambre préliminaire I de la CPI a délivré les deux mandats d'arrêt le 21 novembre 2024. Ces accusations concernent une période de huit mois particulièrement marquée par des tensions exacerbées et une escalade des violences. Ce dossier suscite des débats complexes à la croisée du droit international, de la politique, et de l'éthique.

Le mandat d'arrêt émis par la CPI accuse Benjamin Netanyahou d'avoir orchestré ou autorisé plusieurs actes constituant des crimes de guerre, au mépris des normes établies par le droit international humanitaire. La CPI allègue qu'Israël a délibérément restreint l'accès des populations civiles de Gaza à la nourriture et aux besoins essentiels, provoquant une famine de grande ampleur. Cette stratégie est assimilée à une arme de guerre utilisée pour affaiblir une population déjà vulnérable. Les blocus prolongés sur la bande de Gaza ont empêché l'accès à l'eau potable, aux médicaments, au carburant et à l'électricité. Ces restrictions auraient conduit à des conditions de vie insoutenables pour les deux millions d'habitants de Gaza. De leur côté, l'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge ont signalé des entraves répétées à l'acheminement de l'aide humanitaire. Les convois de secours ont été retardés, limités ou bloqués, exacerbant la crise humanitaire. Enfin, La CPI accuse les forces israéliennes d'avoir ciblé délibérément des zones densément peuplées, comme des écoles et des hôpitaux, en violation des principes fondamentaux du droit international humanitaire.

En plus des crimes de guerre, la CPI reproche à Benjamin Netanyahou une série d'actes constituant des crimes contre l'humanité. Des milliers de civils, y compris un nombre important d'enfants, auraient été tués au cours des bombardements, la CPI estime que ces morts résultent d'une utilisation disproportionnée de la force. Les politiques israéliennes à l'égard des Palestiniens, notamment à Gaza, seraient assimilées à des persécutions systématiques basées sur des motifs politiques, religieux et

ethniques. En dernier lieu, la CPI considère que la destruction massive des infrastructures civiles, les déplacements forcés de populations et l'interdiction de quitter Gaza sont considérés comme des actes inhumains causant de grandes souffrances physiques et psychologiques.

La CPI rend responsable Netanyahou de ces crimes, en tant que coauteur et supérieur hiérarchique civil, soulignant son rôle dans la planification et l'exécution de ces actes.

Réaction israélienne

Israël a rejeté la légitimité de la CPI à enquêter sur les événements en Palestine. Cette position repose sur plusieurs arguments, à la fois juridiques et politiques.

Israël n'a jamais ratifié le Statut de Rome, le traité fondateur de la CPI. Les autorités israéliennes estiment que leur non-adhésion les exempte de la juridiction de la Cour. Cet argument repose sur le principe fondamental de la souveraineté nationale, selon lequel seuls les États parties au Statut sont soumis à ses règles. Israël conteste la compétence de la CPI sur les territoires palestiniens, affirmant que la Palestine ne constitue pas un État souverain reconnu par l'ensemble de la communauté internationale. Ce point est crucial, car la compétence territoriale de la CPI dépend de la reconnaissance de la Palestine comme État partie au Statut de Rome. Le gouvernement israélien a par ailleurs affirmé que son système judiciaire est capable d'enquêter sur les crimes de guerre présumés, rendant l'intervention de la CPI redondante. Selon le principe de complémentarité inscrit dans le Statut de Rome, la CPI n'intervient que lorsque les juridictions nationales sont incapables ou peu disposées à mener de véritables enquêtes. Enfin, Israël bénéficie du soutien d'États influents, dont les États-Unis, l'Allemagne et l'Australie, qui ont exprimé des réserves sur la compétence de la CPI dans cette affaire. Ce soutien reflète des divisions au sein de la communauté internationale sur la légitimité de l'action de la CPI.

Le Statut de Rome constitue la base juridique de la CPI. Toutefois, plusieurs États influents sur la scène internationale n'ont pas ratifié ce traité, limitant la portée universelle de la Cour : Israël refuse de se soumettre à la juridiction de la CPI pour protéger sa souveraineté, les États-Unis n'ont jamais ratifié le Statut craignant des poursuites contre leurs forces armées, la Russie s'est retirée après l'ouverture d'enquêtes sur ses actions en Ukraine et la Chine n'a pas signé, ni ratifié le Statut, invoquant ses préoccupations concernant sa souveraineté nationale.

L'absence d'adhésion de ces États limite considérablement la capacité de la CPI à agir. Cela soulève également des questions sur l'équité des poursuites, car la Cour dépend de la coopération des États parties pour l'exécution des mandats d'arrêt.

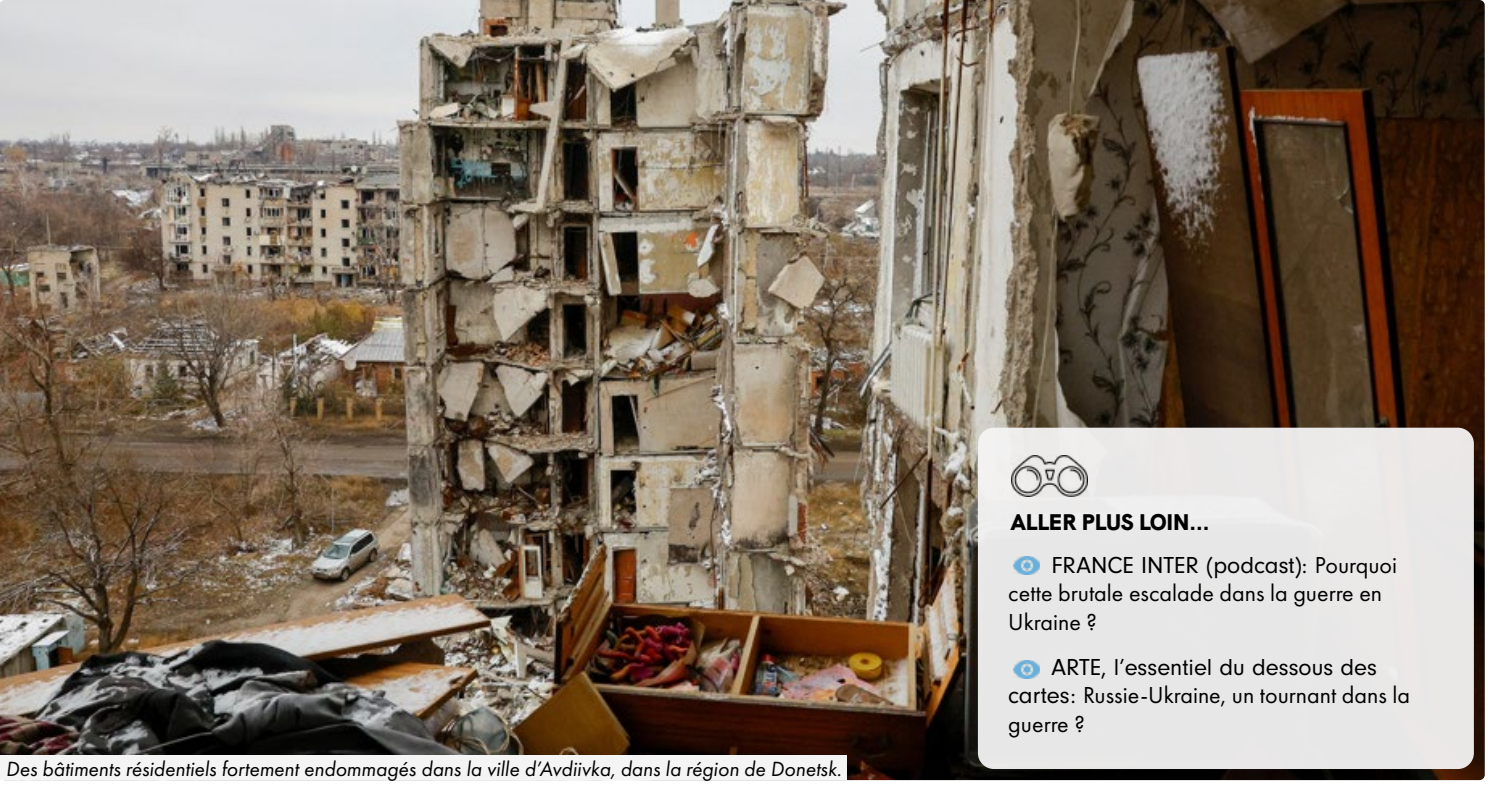
Le mandat d'arrêt contre Benjamin Netanyahou et Yoav Gallant marque un tournant dans les efforts internationaux pour rendre justice aux victimes. À rappeler toutefois que le Procureur de la CPI avait simultanément sollicité des mandats d'arrêt contre MM. Netanyahou et Gallant et contre Ismaël Haniyeh, chef du bureau politique du Hamas, Yahya Sinouar, chef du Hamas dans la bande de Gaza et Mohammed Deif, chef militaire du Hamas, tous trois décédés aujourd'hui. Cette simultanéité avait suscité des critiques qui lui reprochaient d'avoir mis sur le même plan des dirigeants d'une organisation terroriste et des dirigeants élus d'une démocratie. Cependant, cette affaire met également en évidence les limites de la CPI face à des États non-coopératifs comme Israël. Les arguments juridiques et politiques soulevés par Israël reflètent des tensions persistantes entre la souveraineté nationale et l'universalité du droit international.

En fin de compte, ce cas souligne les défis auxquels fait face la communauté internationale pour garantir la justice dans des conflits complexes. ◆

Focus sur le Statut de Rome

Le Statut de Rome a été adopté à Rome lors d'une conférence diplomatique de plénipotentiaires tenue du 15 juin au 17 juillet 1998, entré en vigueur en 2002 et adopté par 137 États signataires. Cependant des grandes puissances telles que les Etats-Unis, la Russie, la Chine ou l'Inde ne l'ont pas ratifié.

Le Statut de Rome prévoit la juridiction criminelle au niveau international à l'égard des individus (et non des États) qui commettraient un des crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale. Le Statut de Rome renforce ainsi la mise en œuvre des droits humains et du droit international humanitaire dans les conflits armés et dans les États défaillants. Dès lors, il constitue un instrument au service du droit humanitaire et des droits humains. Le Statut de Rome réprime les violations des droits humains et du droit international humanitaire les plus graves et définit les crimes internationaux fondamentaux suivants : crime de génocide (art.6), les crimes contre l'humanité (art.7) et crimes de guerre (art.8)



Des bâtiments résidentiels fortement endommagés dans la ville d'Avdiivka, dans la région de Donetsk.

ALLER PLUS LOIN...

FRANCE INTER (podcast): Pourquoi cette brutale escalade dans la guerre en Ukraine ?

ARTE, l'essentiel du dessous des cartes: Russie-Ukraine, un tournant dans la guerre ?

GUERRE EN UKRAINE, VERS UNE ESCALADE DU CONFLIT ?

Alors que le monde observe avec inquiétude l'évolution de la guerre en Ukraine, l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en novembre 2024 suscite des interrogations quant à l'avenir du conflit. Si certains espèrent que ce tournant politique américain amorcera une résolution, les faits sur le terrain et les décisions récentes signalent une escalade inquiétante, doublée de tensions internationales accrues. Retour sur les événements récents et les dynamiques en jeu dans ce conflit de haute intensité.

Depuis plus de mille jours maintenant, l'Ukraine et la Russie s'affrontent dans un conflit meurtrier, où chaque camp cherche à s'imposer avant une éventuelle table de négociation. Cet objectif stratégique est devenu encore plus urgent à l'approche du changement de cap à Washington. L'offensive ukrainienne d'août 2024 dans la région de Koursk, bien qu'ambitieuse, n'a pas permis de renverser la tendance militaire. De leur côté, les forces russes poursuivent inexorablement leur avancée à l'est de l'Ukraine, consolidant leurs positions malgré des pertes significatives.

Sur le terrain, la guerre épuise non seulement les belligérants, mais aussi leurs soutiens respectifs. Les alliés de l'Ukraine, notamment les États-Unis et l'Union européenne, peinent à maintenir une assistance militaire et économique constante face à l'enlisement du conflit. Pendant ce temps, Moscou bénéficie du soutien croissant de partenaires tels que la Corée du Nord, ajoutant une nouvelle dimension géopolitique à une guerre déjà complexe.

À l'approche de l'hiver 2024-2025, les conditions de vie et de combat se détériorent drastiquement. Les températures glaciales qui s'installent en Ukraine compliquent les opérations militaires des deux côtés. Mais c'est la population civile qui paie le prix le plus lourd. Les infrastructures électriques ukrainiennes, constamment bombardées par les forces russes, laissent des millions de personnes sans chauffage ni électricité. Ces attaques ciblées visent non seulement à affaiblir la résilience ukrainienne, mais également à exercer une pression psychologique sur les autorités de Kiev.

Les souffrances causées par ces privations rappellent les moments les plus sombres de l'histoire récente. L'Europe et le monde, déjà transformés par ce conflit, font face à des défis humanitaires majeurs qui renforcent le sentiment d'une crise internationale sans précédent.

En novembre 2024, dans les dernières semaines de son mandat, le président sortant Joe Biden a autorisé une aide militaire accrue à l'Ukraine. Parmi les mesures les plus marquantes, figure l'utilisation par Kiev des missiles ATACMS, capables de frapper des cibles à plusieurs centaines de

kilomètres à l'intérieur du territoire russe. Cette décision, combinée à l'envoi de mines antipersonnel – une arme controversée condamnée par près de 190 pays – marque un tournant stratégique dans l'implication américaine.

Ces livraisons accélérées d'armes interviennent en réaction aux frappes russes sur les infrastructures ukrainiennes et à l'arrivée annoncée de troupes nord-coréennes en soutien à Moscou. Elles traduisent également une volonté de renforcer la position de l'Ukraine avant l'entrée en fonction de Donald Trump. Ce dernier a laissé entendre qu'il pourrait réduire ou conditionner l'aide militaire à Kiev, tout en réorientant l'engagement des États-Unis au sein de l'OTAN. Ce potentiel désengagement américain inquiète l'Union européenne, dont les capacités militaires et diplomatiques restent limitées face à une Russie de plus en plus agressive. L'élection de Donald Trump ouvre une nouvelle ère d'incertitudes géopolitiques. Bien que l'histoire montre que les changements de leadership ne signifient pas toujours une rupture totale, l'orientation politique de Trump pourrait redistribuer les cartes stratégiques. Une réduction de l'engagement américain en Ukraine affaiblirait inévitablement la position de Kiev, tout en renforçant la détermination de Moscou.

Ce retrait potentiel intervient alors que l'OTAN est déjà confrontée à des débats internes sur son rôle et ses priorités. La question de savoir si l'utilisation des missiles ATACMS par l'Ukraine implique une cobelligérance de l'OTAN reste au cœur des discussions, suscitant des divisions parmi les alliés occidentaux.

Les signaux d'avertissement de Moscou, vers une escalade nucléaire ?

Face à une guerre qui s'enlise et une pression internationale croissante, la Russie intensifie sa stratégie de dissuasion en multipliant les signaux d'avertissement destinés aux puissances occidentales. Au cœur de cette stratégie, l'évolution récente de sa doctrine nucléaire marque un tournant inquiétant, reflétant une volonté claire de modifier l'équilibre des forces dans le conflit. En septembre 2024, Vladimir Poutine a officiellement annoncé un ajustement de la doctrine nucléaire russe. Cette révision met l'accent sur une utilisation plus flexible de l'arme nucléaire dans des scénarios jugés stratégiquement critiques pour la sécurité nationale. Bien que la doctrine maintienne officiellement une posture défensive, elle introduit une ambiguïté suffisante pour élargir les conditions dans lesquelles Moscou pourrait envisager l'utilisation de ces armes, y compris en réponse à des menaces non-nucléaires perçues.

Cette évolution, combinée à une rhétorique de plus en plus agressive, alarme les analystes et les responsables politiques occidentaux. Elle renforce l'idée que la Russie est prête à franchir certaines lignes rouges si elle juge que sa survie stratégique est en jeu, notamment face à l'intensification des soutiens militaires à l'Ukraine.

L'utilisation en novembre 2024 d'un missile hypersonique Orechnik, bien que dénucléarisé, contre la ville de Dnipro est un signal fort. Ce type de missile, capable de déjouer les systèmes de défense aérienne les plus avancés, représente une avancée technologique significative. En l'utilisant sur une cible ukrainienne, Moscou adresse plusieurs messages simultanément. Ce tir démontre la capacité de la Russie à déployer des armes technologiquement avancées avec une précision redoutable. L'absence d'ogive nucléaire n'en réduit pas l'impact psychologique.

En utilisant une arme perçue comme un « précurseur » d'une escalade nucléaire potentielle, Moscou cherche à nourrir la peur d'une aggravation du conflit parmi les populations occidentales. L'objectif est d'affaiblir le soutien à l'Ukraine, en accentuant la perception des risques pour la sécurité globale.

Le choix de recourir à un missile hypersonique non armé nucléairement est révélateur de la stratégie du Kremlin : maintenir la pression sans franchir les limites qui déclencheraient une réponse directe de l'OTAN. Ce tir est une démonstration de force, mais aussi une manœuvre politique habile. En jouant sur les craintes d'une escalade nucléaire, Moscou espère diviser les alliés occidentaux et affaiblir leur solidarité.

La Russie exploite également la fragilité des opinions publiques occidentales, déjà éprouvées par les conséquences économiques de la guerre et les craintes d'une confrontation directe avec une puissance nucléaire. Le Kremlin sait que l'évocation d'une menace nucléaire, même implicite, peut suffire à alimenter des débats internes en Europe et aux États-Unis, remettant en question le niveau de soutien accordé à l'Ukraine. En multipliant les signaux d'avertissement, Moscou joue un jeu dangereux. Si ces manœuvres visent à renforcer sa position stratégique et à dissuader ses adversaires, elles risquent d'aggraver l'isolement de la Russie sur la scène internationale. Les nations occidentales, bien qu'ébranlées par la menace, pourraient réagir en intensifiant leurs propres préparatifs militaires, comme en témoignent les récents exercices de l'OTAN réalisés en Finlande, exacerbant davantage une course à l'escalade.

La guerre en Ukraine, qui s'inscrit dans un contexte global de rivalités entre grandes puissances, redéfinit les contours de l'ordre mondial. À mesure que les combats se poursuivent, il devient clair que le monde ne sera plus jamais le même. Les souffrances humaines, les crises économiques et les tensions géopolitiques qu'elle engendre se font ressentir bien au-delà des frontières de l'Ukraine.

L'arrivée imminente de Donald Trump à la présidence, les signaux inquiétants de Moscou et l'impasse sur le terrain annoncent une année 2025 pleine de défis et d'incertitudes. Une chose est sûre : le conflit en Ukraine continuera à façonner non seulement le destin des nations impliquées, mais aussi l'équilibre fragile d'un monde en mutation.



Site des frappes aériennes du régime syrien visant les combattants anti-régime à Alep, dans le nord de la Syrie, le 30 novembre 2024.

ALLER PLUS LOIN...

FRANCE CULTURE (podcast): le retour de la guerre en Syrie

SYRIE, LE RETOUR DE LA GUERRE SILENCIEUSE

La situation au Proche-Orient reste marquée par une instabilité profonde et des conflits aux multiples ramifications. Au cœur de ces tensions, le Liban subit les répercussions des affrontements entre le Hezbollah et Israël, mais à quelques centaines de kilomètres de là, la Syrie continue de s'enfoncer dans une guerre qui, bien que moins médiatisée aujourd'hui, demeure extrêmement destructrice. Le conflit, entamé en 2011, a déjà causé la mort de plus de 400 000 personnes et provoqué le déplacement de millions de Syriens. Novembre 2024 est marqué par une intensification des combats dans le nord du pays, où une vaste offensive de rebelles vise les forces du régime de Bachar el-Assad. Ces rebelles, une coalition comprenant des groupes djihadistes comme Hayat Tahrir al-Cham, reçoivent le soutien actif de la Turquie. Leurs affrontements avec les troupes loyalistes, appuyées par la Russie et l'Iran, se concentrent principalement dans les régions d'Alep et d'Idlib. Les combats récents ont déjà fait plus de 250 morts, exacerbant une situation humanitaire critique pour les populations locales.

Les forces rebelles, une coalition hétéroclite

Au cœur des récents combats dans le nord de la Syrie, une coalition disparate de groupes rebelles et islamistes s'est formée, jouant un rôle déterminant dans l'offensive contre le régime de Bachar el-Assad. Parmi ces groupes, Hayat Tahrir al-Sham (HTS) émerge comme le principal acteur. Ce groupe islamiste, anciennement affilié à Al-Qaïda, est dirigé par Abou Mohammed al-Joulani, ancien chef du Front al-Nosra. Le HTS a mené l'assaut initial et reste l'un des moteurs de cette offensive. À ses côtés, l'Armée nationale syrienne, un groupe rebelle considéré comme plus modéré, participe activement aux combats. S'ajoutent également des factions pro turques, qui ont pris le contrôle stratégique de plusieurs localités, dont Tal Rifaat. Ces groupes, soutenus par Ankara, bénéficient d'une coordination facilitée par des réunions organisées par la Turquie.

Parmi cette coalition, d'autres groupes rebelles modérés, parfois décrits comme pro-occidentale, apportent leur soutien, bien que leur identité exacte demeure floue. Enfin, certains groupes djihadistes affiliés à Daesh seraient également impliqués, soulignant la diversité et les contradictions internes

de cette alliance. Cette coordination, bien que fragile, a permis à ces forces hétérogènes de s'emparer rapidement de larges territoires dans le nord de la Syrie, y compris de zones stratégiques autour de la ville d'Alep. Ce front commun contre le régime illustre les multiples dimensions du conflit syrien, où intérêts locaux, régionaux et internationaux s'entrecroisent dans une guerre sans fin.

L'offensive des groupes rebelles en Syrie poursuit des objectifs multiples, à la fois militaires, humanitaires, politiques et idéologiques. L'une des priorités des insurgés est de faire cesser les attaques du régime syrien contre la poche d'Idlib, dernier bastion majeur de l'opposition, où des millions de civils vivent sous une menace constante. En sécurisant des territoires, les rebelles espèrent également permettre le retour "en dignité et sécurité" des déplacés internes, tout en rétablissant leur contrôle sur l'intégralité de la "zone de désescalade" définie par un accord en 2018, mais largement violé depuis.

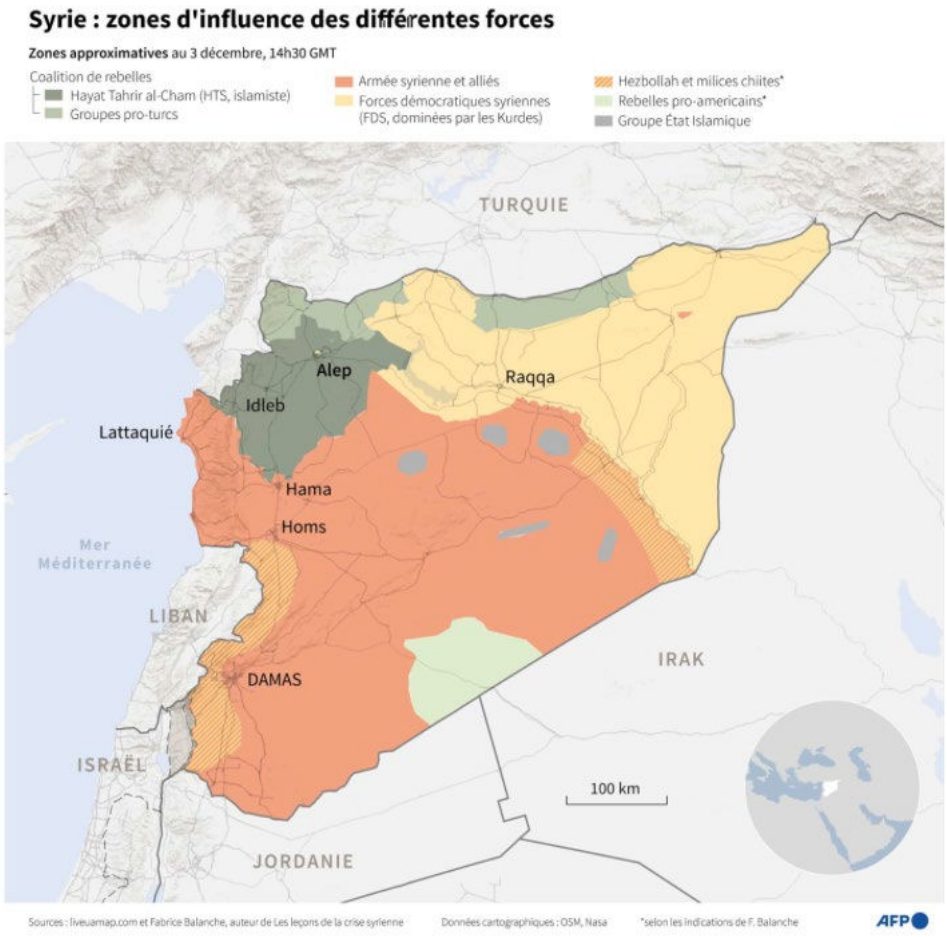
Sur le plan régional, les rebelles cherchent à contraindre Bachar el-Assad à accepter le retour des trois millions de réfugiés syriens actuellement installés en Turquie, un enjeu crucial pour Ankara, qui soutient plusieurs factions rebelles. Certains groupes ambitionnent de progresser vers le sud, en direction de la ville de Hama, d'où sont originaires de nombreux combattants de Hayat Tahrir al-Sham (HTS). Parallèlement, des objectifs idéologiques sont également à l'œuvre : affaiblir le pouvoir central de Damas pour instaurer la charia et des préceptes islamistes radicaux dans les territoires contrôlés par les rebelles.

Pour les factions soutenues par la Turquie, la priorité est de contrer les forces kurdes et d'établir une zone tampon le long de la frontière turque, assurant ainsi une sécurité accrue pour Ankara. Cette offensive multiforme, qui exploite l'affaiblissement progressif du régime syrien et de ses alliés, illustre une volonté d'influencer durablement l'avenir politique et territorial de la Syrie. Cependant, ces ambitions divergentes entre les différentes factions soulèvent des interrogations sur la pérennité de cette coalition hétéroclite.

Le conflit syrien illustre la complexité géopolitique du Proche-Orient, où les alliances se croisent et s'opposent selon des intérêts souvent contradictoires. La Turquie, bien qu'alliée de l'OTAN, soutient les groupes rebelles, y compris ceux proches du djihadisme, afin de contrer l'influence croissante de Bachar el-Assad et de ses alliés. De leur côté, l'Iran et la Russie maintiennent leur soutien indéfectible au régime syrien, consolidant ainsi leur présence stratégique dans la région.

Le Proche-Orient traverse une période d'intense volatilité, où les conflits se superposent et s'entremêlent, épuisant les États comme les populations. Si les enjeux politiques et militaires dominent l'actualité, les conséquences humaines sont dramatiques : déplacements massifs, précarité croissante et souffrance généralisée. Face à ces défis, la communauté internationale peine à offrir des solutions durables, laissant la région s'enfoncer dans une instabilité chronique.

Alors que les regards se tournent vers les négociations diplomatiques et les tentatives de médiation, la réalité sur le terrain montre que la paix reste un objectif lointain, soumis à des intérêts contradictoires et à une violence toujours plus destructrice. ◆





Le chancelier allemand Olaf Scholz a limogé le ministre des Finances libéral Christian Lindner le 6 novembre.

ALLER PLUS LOIN...

FRANCE CULTURE (podcast): L'Allemagne en crise

INSTITUT MONTAIGNE : Crise politique en Allemagne, un défi européen

L'ALLEMAGNE AFFAIBLIE PAR UNE CRISE POLITIQUE

La France n'est pas seule à traverser une crise politique sans précédent, l'Allemagne connaît le même sort depuis que le chancelier Olaf Scholz a limogé le ministre des Finances Christian Lindner, provoquant la rupture de sa coalition gouvernementale4. Cette décision fait suite à des désaccords sur la politique économique et budgétaire, ainsi qu'à des tensions persistantes au sein de la coalition "feu tricolore" au pouvoir depuis 2021.

À la tête d'une coalition tripartite fragilisée, Olaf Scholz, chancelier fédéral, a annoncé sa décision de poser la question de confiance au Bundestag le 16 décembre 2024. Cette initiative, qui précède des élections législatives anticipées fixées au 23 février 2025, marque une tentative de reprendre le contrôle face à une opposition renforcée et un contexte économique difficile. La crise politique allemande se déroule dans un cadre économique et géopolitique particulièrement tendu. L'économie nationale est plongée dans une récession profonde, caractérisée par une montée du chômage et la destruction de 300 000 emplois dans l'industrie. Cette situation s'inscrit dans un contexte mondial marqué par la réélection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, un développement perçu comme une menace pour les intérêts économiques allemands. Les politiques protectionnistes américaines, combinées à une instabilité accrue dans les relations transatlantiques, exacerbent les défis auxquels l'Allemagne est confrontée.

Sur le plan intérieur, la coalition tripartite menée par Olaf Scholz s'est montrée incapable de répondre efficacement à ces défis. Les divisions internes ont paralysé la prise de décision, créant un climat de cacophonie politique qui a miné la confiance des citoyens et renforcé l'opposition, notamment la CDU/CSU et l'AfD. Ces derniers ont intensifié la pression pour avancer la date du vote de confiance, soulignant l'urgence de clarifier la situation politique du pays.

La décision d'organiser des élections anticipées constitue un tournant. Bien que cette situation affaiblisse temporairement l'Allemagne, elle ouvre également la voie à une possible clarification politique. La CDU, qui apparaît comme la favorite dans les sondages, se prépare déjà à envisager divers scénarios de coalition post-électoraux. Parmi ces options, une alliance avec le FDP ou les Verts pourrait émerger comme une solution pour reconstruire une majorité stable et répondre aux attentes des électeurs.

Ces élections offrent également une chance aux citoyens de redéfinir la trajectoire politique du pays. Après des années d'instabilité et d'indécision, le scrutin du 23 février 2025 pourrait marquer le début d'une nouvelle ère politique pour l'Allemagne. Toutefois, le succès de ce processus dépendra de la capacité des partis politiques à proposer des solutions concrètes aux défis économiques et sociaux qui pèsent sur le

pays.

La crise politique allemande a des répercussions qui dépassent largement les frontières du pays. En tant que première puissance économique européenne, l'Allemagne joue un rôle central dans la stabilité et la prospérité du continent. Une Allemagne affaiblie risque d'avoir un impact négatif sur les institutions européennes et sur la capacité de l'Union européenne à répondre aux crises internationales, qu'elles soient économiques, géopolitiques ou climatiques.

Cependant, les élections anticipées sont perçues par de nombreux analystes comme une opportunité pour l'Allemagne de se repositionner en tant que leader européen. Si une majorité claire émerge des urnes, cela pourrait renforcer non seulement la stabilité interne, mais aussi la crédibilité du pays sur la scène internationale.

La crise politique actuelle en Allemagne illustre les défis complexes auxquels les démocraties modernes sont confrontées dans un monde en mutation rapide. Si elle expose temporairement les faiblesses structurelles de la première puissance européenne, elle ouvre également une fenêtre d'opportunité pour un renouveau politique. Mais il apparaît évident que les démocraties européennes prennent l'eau de toute part entre manque de cohésion interne, d'unité sur les enjeux de la guerre en Ukraine et montée des extrêmes comme en témoigne récemment l'arrivée en tête au premier tour des élections présidentielles du leader populiste roumain. ◆

ROUMANIE, PERCÉE SURPRISE DE L'ULTRANATIONALISTE CALIN GEORGESCU

Calin Georgescu, un populiste d'extrême droite jusqu'alors peu connu, a surpris la Roumanie en arrivant en tête du premier tour de l'élection présidentielle. Candidat indépendant, il a axé sa campagne sur une critique acerbe de l'OTAN et sur l'arrêt du soutien à l'Ukraine, un discours qui a profondément secoué le pays. Avec 22,95 % des suffrages, il devance Elena Lasconi, maire de centre-droit de Câmpulung, qui a recueilli 19,17 % des voix.

Cette victoire inattendue semble reposer autant sur l'image de l'homme que sur ses idées.

À 62 ans, Calin Georgescu n'est pas un novice en politique. Ancien membre du parti ultranationaliste Alliance pour l'unification des Roumains (AUR), il en a été exclu en 2022 à cause de propos pro-russes et anti-OTAN jugés nuisibles pour l'image du parti. En 2021, il qualifiait le bouclier balistique de l'OTAN installé à Deveselu de "honte diplomatique" et exprimait son scepticisme sur la capacité de l'Alliance à protéger ses membres face à une attaque russe.

Georgescu a également suscité l'indignation en qualifiant Ion Antonescu et Corneliu Zelea Codreanu – figures associées à l'antisémitisme et aux crimes de guerre – de "héros nationaux". Ces déclarations continuent d'alimenter la controverse autour de sa candidature.

Malgré ces prises de position clivantes, Calin Georgescu a su se construire une popularité fulgurante, notamment grâce à TikTok. Ses vidéos, cumulant 3,7 millions de likes, mettent en scène un personnage polyvalent et proche du peuple : pratiquant le judo, courant sur des pistes d'athlétisme ou encore assistant à des offices religieux. Ces images simples et virales ont séduit une partie de l'électorat, propulsant ce candidat crédité à l'origine de seulement 5 % des intentions de vote au sommet des résultats.

Le succès de Georgescu marque un véritable tournant dans ce pays de 19 millions d'habitants, membre de l'OTAN et longtemps résistant aux discours nationalistes qui gagnent du terrain dans d'autres régions d'Europe de l'Est. Cette montée en puissance illustre une révolte populaire contre les partis traditionnels, accusés de déconnexion avec les réalités du pays.

Si Calin Georgescu inspire confiance à certains, son programme reste vague. Il promet un soutien accru aux agriculteurs, une réduction des importations et une augmentation de la production nationale d'énergie et de nourriture. Ce discours populiste et patriote semble pourtant répondre aux frustrations de nombreux électeurs, lassés des promesses non tenues de l'establishment.

Selon les médias locaux, Calin Georgescu n'a pas

hésité à exprimer des positions controversées concernant la Russie et l'Ukraine. Lors de ses déclarations, il a fait l'éloge du président russe Vladimir Poutine, qu'il décrit comme "un homme qui aime son pays", tout en qualifiant l'Ukraine d'"État inventé". Ces propos ont renforcé l'image d'un candidat pro russe, bien qu'il affirme ne pas être aligné avec Moscou.

Le discours de Georgescu reste toutefois empreint d'ambiguïté. Il a estimé que la Roumanie n'était "pas prête à gérer quoi que ce soit" en matière de diplomatie ou de stratégie internationale, et a souligné que la "sagesse russe" pourrait être une clé pour le pays. Cependant, il s'est gardé de déclarer un soutien explicite à la Russie, adoptant une posture prudente sur cette question délicate.

Dernier rebondissement dans cette élection présidentielle, la Cour constitutionnelle roumaine a annulé le premier tour du scrutin alors que le second tour devait se tenir dimanche 8 décembre.

La Cour constitutionnelle a donc chargé le gouvernement d'organiser de nouvelles élections, mais cela ne pourra se faire qu'une fois le gouvernement formé, une étape dépendant des élections législatives qui ont eu lieu dimanche 1er décembre.

Klaus Iohannis, président sortant et pro-européen, a détaillé les accusations pesant sur la campagne de Calin Georgescu dont les résultats ont été annulés qui est soupçonné d'avoir bénéficié d'une "promotion électorale massive dans les deux jours" précédant le scrutin, en violation des règles électorales, de n'avoir déclaré "aucune dépense de campagne", et d'avoir été "soutenu par un État étranger", selon le résumé présenté par le président roumain.

Jeudi 5 décembre la présidence roumaine a publié des documents déclassifiés révélant une opération "coordonnée" pour favoriser Calin Georgescu via TikTok. En réponse, le candidat d'extrême droite a dénoncé dans une vidéo "un coup d'État organisé" tout en appelant à maintenir "la confiance en notre idéal commun". ◆

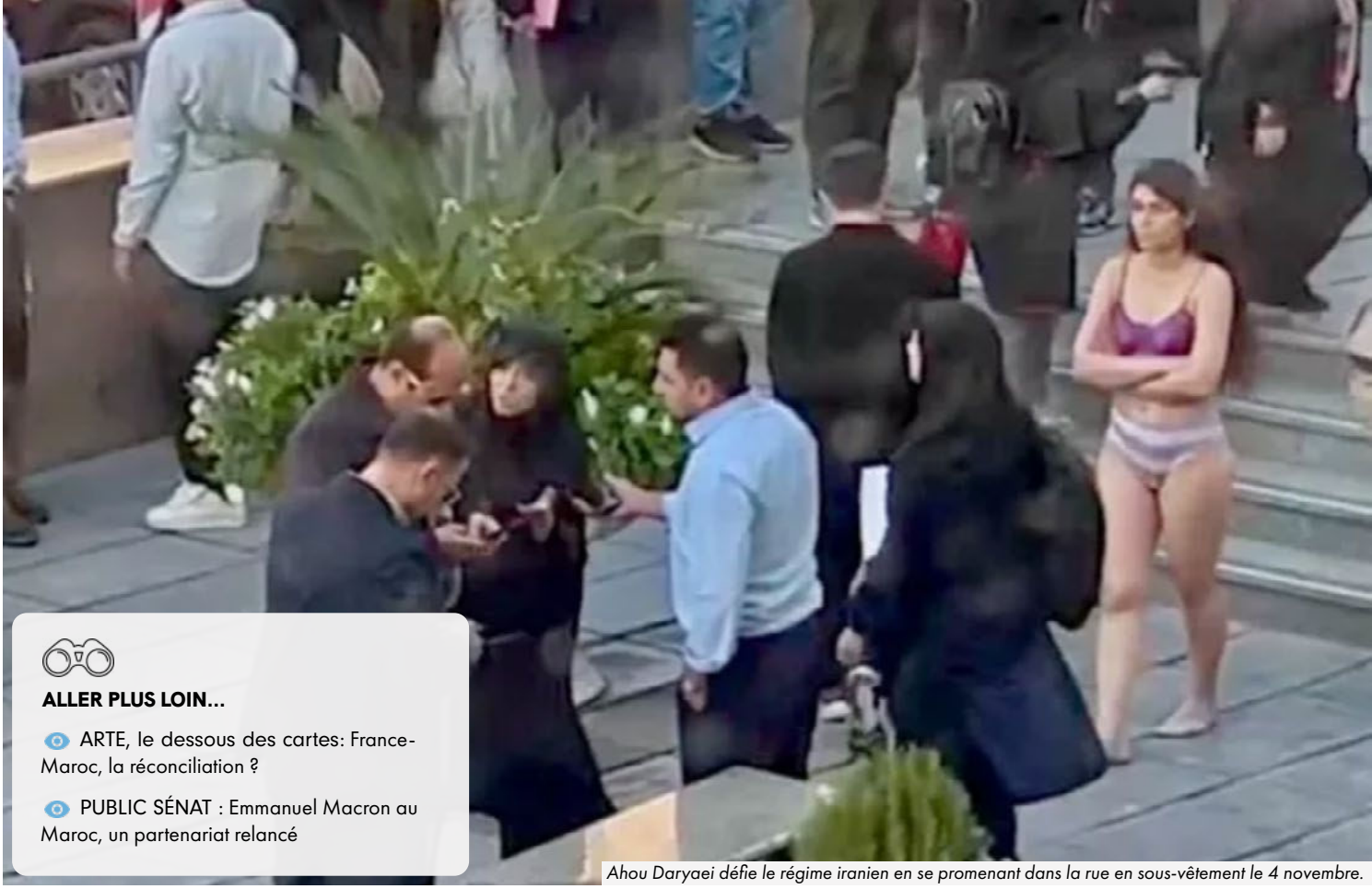
Calin Georgescu à sa sortie de l'isoloir lors du premier tour de l'élection présidentielle le dimanche 24 novembre.



ALLER PLUS LOIN...

FRANCE INFO: Qui est Calin Georgescu, candidat pro-russe arrivé en tête du premier tour à l'élection présidentielle en Roumanie ?

EURONEWS: Le "messie de TikTok" Călin Georgescu bouscule la scène politique en Roumanie



ALLER PLUS LOIN...

ARTE, le dessous des cartes: France-Maroc, la réconciliation ?

PUBLIC SÉNAT : Emmanuel Macron au Maroc, un partenariat relancé

Ahou Daryaei défie le régime iranien en se promenant dans la rue en sous-vêtement le 4 novembre.

AHOU DARYAEI, L'ÉTUDIANTE IRANIENNE QUI DÉFIE LES MOLLAHS

Ahou Daryaei, étudiante iranienne de 30 ans, est devenue le symbole de la résistance des femmes contre les lois imposant le port du voile en Iran. Déjà surnommée la « fille des sciences de la recherche », elle a marqué les esprits en marchant en sous-vêtements sur le campus de l'Université Azad de Téhéran pour protester contre le harcèlement des forces de sécurité qui lui reprochaient de ne pas porter le maghnaeh, une cagoule réglementaire. Cet acte de défiance a suscité une onde de choc mondiale, propulsant la jeune femme au rang d'icône dans un pays où le combat pour les libertés individuelles est quotidien.

Après plus de deux semaines de détention dans un établissement psychiatrique sous haute sécurité à Téhéran, l'autorité judiciaire a annoncé ce mardi qu'aucune poursuite ne serait engagée contre Ahou Daryaei. Asghar Jahangir, porte-parole de la justice iranienne, a déclaré que sa libération était motivée par des « raisons strictement médicales ». Selon lui, « elle a été remise à sa famille, qui s'occupe actuellement d'elle, après que son état de santé a été confirmé par les médecins ». Cependant, cette justification soulève des doutes, nombreux observateurs estimant qu'il s'agit d'une stratégie pour minimiser l'impact politique de son geste.

Les images de la jeune femme déambulant dans les rues en sous-vêtements ont suscité une forte mobilisation internationale. Des figures emblématiques des droits humains, comme Narges Mohammadi, Prix Nobel de la paix 2023, et Nasrin Sotoudeh, lauréate du Prix Sakharov 2012, ont salué son courage. Son acte de désobéissance civile est venu renforcer la lutte menée par les femmes iraniennes depuis la mort de Mahsa Amini, en septembre 2022, qui a déclenché des manifestations massives contre l'obligation du port du hijab.

Cependant, les autorités iraniennes ont qualifié son comportement d'« immoral » et contraire aux coutumes islamiques. Hossein Simaei, ministre des Sciences, a dénoncé un acte « non conforme à la charia ». Cette position contraste fortement avec les témoignages et vidéos montrant une répression brutale, Ahou Daryaei ayant été arrêtée de force et,

selon certaines sources, violemment frappée avant son transfert au centre psychiatrique.

Dans un communiqué adressé à Paris, l'ambassade d'Iran a tenté de justifier son internement en évoquant des « problèmes familiaux » et une fragilité psychologique, tentant ainsi de discréditer son geste. Cette méthode, régulièrement employée par le régime, vise à présenter les opposants comme mentalement instables pour nier le caractère politique de leur protestation.

Si la libération d'Ahou Daryaei est une issue bienvenue, de nombreuses interrogations subsistent. Pourquoi a-t-elle été internée sans décision judiciaire ? Quels traitements a-t-elle subis pendant sa détention ? Ces zones d'ombre alimentent les critiques sur les pratiques répressives des institutions iraniennes.

Comme le souligne Dadban, un collectif juridique spécialisé, « la présentation des manifestants comme fous est une stratégie habituelle des autorités pour les soumettre à davantage de pression et nier leur rôle dans le mouvement de contestation ». Malgré cela, l'acte courageux d'Ahou Daryaei reste une source d'inspiration pour les femmes iraniennes, renforçant leur quête incessante de liberté et de justice.

Très vite, de nombreux artistes lui ont rendu hommage sur les réseaux sociaux :

Seule, mutique et imposante, Ahou Daryaei surplombe une foule de femmes iraniennes vêtues d'un voile noir. *Dessin Fargol Ghadimi*

Comme une référence au célèbre homme de Tiananmen, ce dessin titre « le courage de se dresser face à l'oppression » montre Ahou Daryaei face à un char rouillé, orné d'un drapeau iranien. *Dessin Daughters of Persia.*

Dans ce visuel, Ahou Daryaei court vers une « liberté » figurée en finish d'une course de relais, comme pour poursuivre le combat lancé par d'autres femmes avant elle - ici Vida Movahed, une militante iranienne pour les droits des femmes qui avait brandi son foulard accroché sur une branche dans une rue de Téhéran en 2017. devenant un symbole de la résistance. Entre-temps, fin septembre 2022, est survenue la mort de Mahsa Amini qui avait embrasé la république islamique. *Dessin Sanaz Bagheri.* ◆

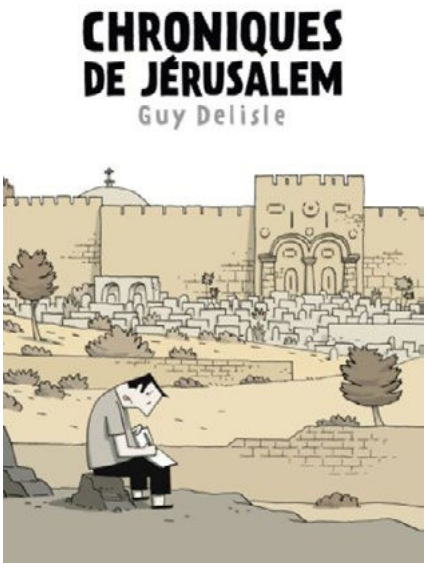






DANS NOS LIBRAIRIES POUR NOËL

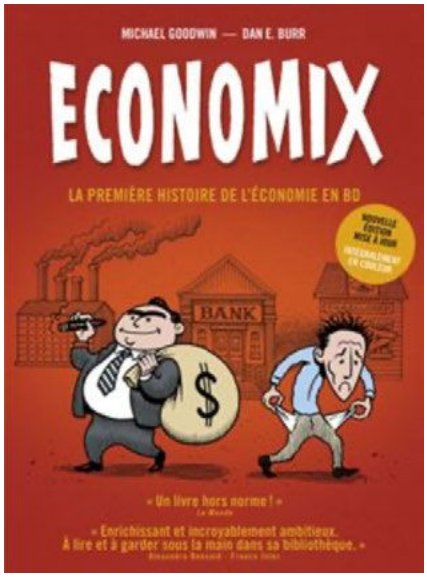
1



Guy Delisle et sa famille s'installent pour une année à Jérusalem. Mais pas évident de se repérer dans cette ville aux multiples visages, animée par les passions et les conflits depuis près de 4 000 ans. Au détour d'une ruelle, à la sortie d'un lieu saint, à la terrasse d'un café, le dessinateur laisse éclater des questions fondamentales et nous fait découvrir un Jérusalem comme on ne l'a jamais vu.

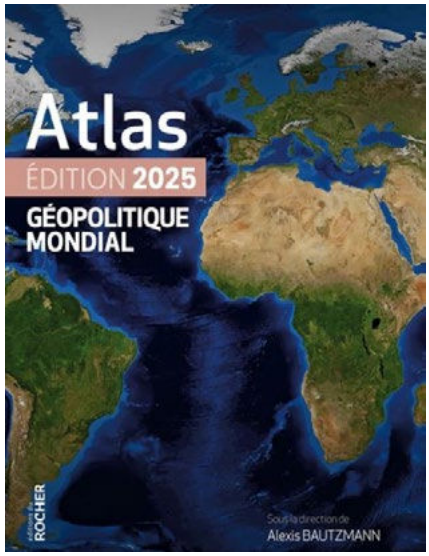
Fauve d'or – meilleur album 2012

2



Cette BD-document explore 3 siècles de pratiques économiques. Elle raconte la mondialisation, les grands penseurs, l'impact des guerres, des changements climatiques ou des pénuries de ressources. Clair, pédagogique, avec l'humour en prime, "Economix" est un indispensable des bibliothèques.

3



Avec près de 300 cartes et graphiques couvrant les cinq continents, l'Atlas géopolitique mondial constitue un outil d'analyse sans équivalent dont le contenu est intégralement renouvelé chaque année. Cette nouvelle édition aborde près de 100 événements marquants des relations internationales, ainsi que des sujets moins médiatisés, mais tout aussi nécessaires à la compréhension des grands enjeux mondiaux : l'avenir de l'Union européenne confrontée au populisme et à la guerre en Ukraine ; la situation dans le Sahel ; le conflit à Gaza ; la crise des opiacés aux États-Unis... Et bien d'autres thèmes encore abordés dans l'édition 2025 de cet atlas devenu une lecture incontournable pour tous ceux qui s'intéressent aux affaires internationales et souhaitent en saisir toute la complexité de manière claire et précise.



- L'emploi revient au centre des préoccupations

- La vente de Opella par Sanofi, un couac de la relocalisation ?

- 6 ans après les Gilets Jaunes, une nouvelle crise de cette ampleur est-elle possible ?

- La colère couve chez les agriculteurs

- Le plan contre la vie chère permettra-t-il l'apaisement en Martinique ?

Vincent BIENSTMAN



La mobilisation des salariés sur les sites de Michelin

L'EMPLOI REVIENT AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS

L'annonce d'une légère remontée du taux de chômage à 7,4 % de la population active au 3e trimestre 2024 fait craindre un retour de ce problème économique majeur de la France sur ces dernières décennies en particulier chez les jeunes. D'autant plus que la baisse du chômage est une des réussites de la politique économique d'Emmanuel Macron, avec la création de près de 2 millions d'emplois entre 2016 et 2024 qui avait permis de réduire enfin le taux de chômage. Cela s'accompagne de nombreux plans sociaux révélés ces dernières semaines. D'après l'Insee, les craintes des Français face au chômage sont au plus haut depuis mai 2021.

Des pertes d'emplois en hausse

A la fin octobre, plus de 160 000 emplois en France étaient menacés par une procédure collective. Elle est décidée par un juge afin d'organiser le paiement des créanciers d'une entreprise en difficulté et de permettre à cette dernière de poursuivre son activité lorsque cela est possible. Il existe trois types de procédure collective, selon le degré de gravité de la situation : la sauvegarde, le redressement judiciaire et la liquidation judiciaire. Leur nombre est au plus haut depuis quinze ans. Les restructurations se multiplient également et pourraient toucher au moins autant de salariés que les procédures collectives. Celles-ci consistent en une réorganisation de l'entreprise afin de s'adapter à de nouvelles contraintes ou à l'évolution du marché. La CGT (Confédération générale du travail) indique qu'il existe 286 plans de suppressions d'emplois depuis septembre 2023, estimant que 130 000 à 200 000 emplois ont été supprimés ou menacés. Enfin, les faillites sont en hausse de 20 % par rapport à 2023, même si elles peuvent ne concerner que des toutes petites entreprises sans salariés et parfois sans activité. Le nombre avait fortement baissé avec la politique du « quoi qu'il en coûte » qui a reporté des cotisations sociales, permis de réaliser des prêts garantis par l'État ou de mettre en place des mesures d'activité partielle. Les entreprises ont été ainsi protégées, mais cela n'a parfois été qu'un simple sursis avec des défaillances qui se produisent maintenant dans un moment de ralentissement économique. Les fermetures ont, en effet, été supérieures aux 50 000 par an depuis 2018 à l'exception des années 2020 et 2021.

Les entreprises ont également subi les effets de l'inflation engendrant une augmentation de leurs coûts de production. L'inflation a démarré à la fin de la crise sanitaire, mais elle s'est brutalement aggravée lors du début de la guerre en Ukraine à partir de février 2022. Alors que les

aides de l'État commençaient à diminuer et que les entreprises devaient débuter le remboursement de leurs prêts. De plus, la croissance économique a diminué en particulier au sein de l'Union européenne. Ce triple effet a été le déclencheur ou le facteur aggravant ces difficultés en particulier sur les petites et moyennes entreprises qui n'ont pas forcément les débouchés internationaux des grandes entreprises.

Un retour des plans sociaux

Les annonces des procédures collectives se sont multipliées ces dernières semaines, comme par exemple pour l'entreprise de pneumatique Michelin qui a annoncé la fermeture dans les mois à venir des sites de production de Cholet et de Vannes avec un total de 1254 emplois détruits. Les ventes de pneus ont effectivement diminué avec le ralentissement des ventes des véhicules neufs et d'une concurrence chinoise plus importante. Le groupe cherche donc à réduire les coûts en développant ses autres sites comme en Pologne ou en Italie, une partie de la production française actuelle serait ainsi délocalisée vers ces pays. C'est également le cas pour l'équipementier automobile Valeo qui prévoit la suppression de 868 postes dans huit sites français. L'entreprise ArcelorMittal a quant à elle annoncé la fermeture des sites de Reims et Denain (135 salariés), le Coq sportif (330 salariés) est placé en redressement judiciaire à la suite de résultats financiers négatifs, Orange supprime entre 6000 et 8000 postes, ou encore Bosch où 5500 salariés sont concernés. Des actions syndicales pourraient voir le jour sur l'ensemble des territoires les plus touchés, notamment le 12 décembre à l'appel de la CGT.

Une autre annonce a particulièrement fait réagir, le groupe de distribution Auchan a en effet annoncé des suppressions de postes pouvant aller jusqu'à 2400 emplois, malgré les aides publiques reçues et le milliard d'euros de dividendes versé par Décathlon à la famille Mulliez propriétaire de ces enseignes. Les résultats d'Auchan sont en baisse avec une perte de près d'un milliard d'euros sur les six premiers mois de l'année 2024, l'enseigne ne détient que 9,1 % du marché, ce qui en fait le 5e groupe, loin derrière le leader Leclerc avec 24,1 %. Le groupe Auchan est particulièrement touché, car il est le spécialiste de l'hypermarché qui est un mode de consommation en baisse ces dernières années. Les clients réduisent les achats plaisir, se tournent plus volontiers vers les magasins, les sites de seconde main ou la *fast-fashion* chinoise comme Shein.

Les causes structurelles et conjoncturelles

Dans un contexte d'incertitudes économiques et politiques, les Français ont tendance à augmenter leur taux d'épargne qui est repassé à 18 % avec un moral en baisse. Cette partie de leur revenu non consommée touche particulièrement les dépenses de loisirs ou les achats de biens durables. C'est pourquoi les principaux secteurs d'activité concernés sont les entreprises de l'immobilier et de la construction à cause de la baisse des capacités d'emprunt suite à la hausse des taux d'intérêt. Le nombre de permis de construire est au plus bas depuis 2015 et les mises en chantier depuis 2000. Mais également pour le commerce, l'hébergement et la restauration subissent les conséquences de l'inflation qui a diminué le pouvoir d'achat des Français.

La crise inflationniste centrée notamment sur les produits alimentaires avec des hausses de plus de 20 % a réduit la consommation sur l'ensemble des biens et services, quel que soit le positionnement de l'entreprise dans la chaîne de production. Quand la consommation diminue sur l'alimentaire, cela se répercute sur les supermarchés, les entreprises agro-alimentaires, les agriculteurs ou encore les transporteurs. Tout le tissu économique est ainsi touché par les défaillances des plus grands groupes à travers les sous-traitants ou les commerçants, même si elles sont moins médiatisées les fermetures des petites ou même très petites entreprises doivent également inquiéter car elles représentent une part importante des emplois en France.

De nombreux postes de dépenses ont augmenté les coûts de production. Tout d'abord, le financement est devenu plus élevé avec l'augmentation des taux d'intérêt réalisée pour lutter contre l'inflation. Puis l'énergie qui coûte deux fois plus cher en Europe qu'aux États-Unis à cause de l'importation du pétrole, du gaz, mais aussi du marché électrique européen malgré un coût de production assez faible en France, mais qui pourrait encore augmenter avec de nouvelles taxes sur l'électricité prévues par l'ancien gouvernement. La compétitivité européenne et ses exportations sont ainsi en baisse par rapport aux États-Unis et à la Chine, Michel Barnier a parlé de



Une manifestation de salariés de Auchan

« dumping asiatique » pour les secteurs de l'automobile, de la chimie ou encore de l'acier. L'Allemagne qui est le principal exportateur en Europe, voit ainsi son activité se réduire, ce qui met en difficulté l'ensemble de ses partenaires économiques. L'Union européenne veut taxer certaines entreprises non-européennes afin de retrouver une concurrence loyale.

Enfin, l'incertitude et l'instabilité politiques ont encore dégradé la situation depuis le début de l'été. La dissolution a retardé ou annulé des mesures spécifiques notamment dans les secteurs du bâtiment ou de l'immobilier. Encore aujourd'hui, les agents économiques n'ont aucune certitude sur les éventuels tarifs ou aides qui seront effectifs en janvier, ce qui ne permet pas d'anticiper, ni sur la production, ni sur l'emploi. En cas de doute, les entreprises ont en effet tendance à l'attentisme afin de ne pas perdre d'argent, quitte à réduire leur chiffre d'affaires. ◆

LA VENTE DE OPELLA PAR SANOFI, UN COUAC DE LA RELOCALISATION ?

La vente annoncée par Sanofi le jeudi 10 octobre de sa filiale Opella centrée sur les médicaments grand public et possédant notamment le célèbre Doliprane a mis en lumière les craintes sur la pérennité du secteur industriel français. Les demandes politiques de blocage de cette vente à un fond d'investissement américain ont été nombreuses afin de garder le contrôle sur un secteur considéré comme stratégique notamment après la pandémie de Covid-19. Les années 1990 avaient vu certains dirigeants considérer le secteur industriel comme inutile voire négatif au développement économique. Aujourd'hui, le retournement est complet et les principaux dirigeants européens cherchent à retrouver une industrie forte et productive en développant une véritable politique industrielle. Celle-ci possède en effet de nombreux avantages comme la réduction du niveau de dépendance et l'augmentation des gains de productivité dans toute l'économie, car les améliorations dans les services sont encore aujourd'hui limitées malgré le développement de l'Intelligence Artificielle.

Les raisons de la vente

Sanofi est une entreprise pharmaceutique française fondée en 1973 et spécialisée dans la recherche, le développement, la fabrication et la commercialisation de médicaments et de vaccins. Le groupe est l'un des leaders mondiaux de l'industrie pharmaceutique, il est présent dans près de 70 pays et il emploie plus de 100 000 personnes à travers le monde. L'entreprise dispose de sites de production et de recherche en Chine et aux États-Unis, même si elle reste particulièrement présente en France. Cependant, l'annonce de la vente a ravivé la peur des délocalisations pour un secteur considéré comme stratégique, en particulier le Doliprane, qui est le médicament le plus vendu en France avec 538 millions de boites vendues et environ 1,1 milliard d'euros de chiffre d'affaires en 2023.

La volonté de la direction de l'entreprise depuis 2019 est de recentrer ses ressources sur les innovations afin de développer des médicaments plus lucratifs. Ils seront notamment financés par la vente de sa filiale pour plus de 15 milliards

Les ventes de Doliprane restent toujours aussi élevées en France



d'euros au fonds d'investissement américain CD&R. Celle-ci comptabilise aujourd'hui 11 000 salariés et 5,2 milliards de chiffre d'affaires en 2023, avec en plus du Doliprane, le Maalox ou encore Lysopaïne. Les molécules derrières les marques sont pour la plupart déjà dans le domaine public avec le développement d'une concurrence sous la forme de médicaments génériques. Cependant, Opella restera en partie française pour encore cinq ans car Sanofi conservera environ 50 % du capital. La banque publique d'investissement Bpifrance devrait également y participer à la suite des protestations afin d'avoir voix au chapitre. Cette opération sera de toute façon soumise au contrôle des investissements étrangers par les autorités publiques, car la santé fait partie des secteurs considérés comme stratégiques. Les syndicats craignent une perte d'une partie des 1700 emplois d'Opella en France. Un mouvement de grève a été lancé sur les sites de Compiègne dans l'Oise et de Lisieux dans le Calvados.

La nouvelle stratégie avait déjà commencé à se matérialiser en septembre avec l'ouverture d'une nouvelle usine modulable pour un investissement de 500 millions d'euros dont 240 sont financés par des aides de l'État. Celle-ci sera capable de s'adapter en un temps record à la production d'un nouveau médicament ou d'un vaccin afin de faire face aux futures pandémies, en produisant jusqu'à 500 millions de doses de vaccins chaque année. De plus, le groupe a annoncé un investissement de 40 millions d'euros, destiné à deux nouvelles lignes de production sur leur site de Lyon afin d'augmenter les volumes d'un médicament utilisé pour lutter contre le rejet des greffes d'organe, ainsi qu'un second pour traiter le diabète.

Le retour de la politique industrielle

La crise sanitaire de 2020 a mis en lumière la dépendance française en matière de masques et de blouses médicales, mais également concernant les matières premières nécessaires à la production de médicaments, comme par exemple le Paracétamol. L'État a décidé de développer une politique de relocalisation de la production du principe actif nécessaire pour ce type de médicament qui est produit à l'étranger depuis 2008. Aujourd'hui, cette relocalisation est bien en cours avec la construction de plusieurs usines comme celle de Roussillon en Isère par l'entreprise Seqens pour un investissement de plus de 100 millions et une capacité de production qui couvrirait près de la moitié de la consommation européenne, ce qui permettrait de limiter les coûts environnementaux tant au niveau de la production même, que du transport. Mais également à Toulouse par Ipsophène pour un tiers de la capacité de l'usine de Seqens. Nous pouvons néanmoins nous questionner sur la pérennité du soutien public pour des produits qui pourraient devenir plus chers et qui sont principalement financés par des administrations publiques à travers la Sécurité Sociale ou l'hôpital public.

Après les annonces de Sanofi, le gouvernement a tenté de rassurer sur l'avenir de la filière française en pleine relocalisation. Les nouveaux actionnaires ont en effet pris des engagements en matière d'emplois et d'approvisionnement national. Cependant, le gouvernement français doit trouver un équilibre car il souhaite accentuer ces relocalisations. Ainsi, il ne veut pas faire peur à de futurs investisseurs étrangers qui renonceraient à produire en France à cause de décisions administratives ou politiques qui pourraient venir contrarier leurs plans d'investissements.

L'avenir de la production européenne

Depuis le très important développement industriel de la Chine, l'Union européenne se pose beaucoup de question sur le devenir de ce secteur. Elle a été dans un premier temps plutôt enthousiaste en ayant accès à des produits moins chers et en se spécialisant davantage sur une production à forte valeur ajoutée, tout en espérant que le commerce avec l'Occident permettrait à la Chine d'adopter les valeurs démocratiques. Plus de 20 ans après l'entrée de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), beaucoup de décideurs ont déchanté à la fois sur les conséquences économiques mais aussi politiques. Le pouvoir d'achat a en effet augmenté pour de nombreux Européens mais des secteurs entiers ont dû faire face à une concurrence de plus en plus importante et qualitative. Aujourd'hui, les produits innovateurs à forte valeur ajoutée peuvent également être produits en Chine pour des coûts largement inférieurs à l'Europe.

Depuis quelques années, les autorités en charge de la concurrence cherchent à se protéger en mettant en place des barrières afin de permettre la continuité d'une concurrence loyale et de protéger les secteurs

L'UE veut réduire les importations de voitures électriques chinoises



les plus stratégiques pour l'économie européenne. Elle a, dans cette optique, décidé de normes sanitaires et environnementales qui interdisent la commercialisation des produits ne les respectant pas. Elle a également augmenté les taxes sur certains produits qui sont soupçonnés d'être subventionnés par l'État chinois, c'est notamment le cas dernièrement des voitures électriques, avec des taxes supplémentaires de 17% pour l'entreprise BYD et 35,3% pour SAIC, afin de rendre plus compétitive la production locale européenne. La réélection de Donald Trump participe aussi à la prise de conscience avec la menace de droits de douane supplémentaires de 10% sur l'ensemble des exportations européennes à destination des États-Unis. Nous ne savons pas encore si ces annonces seront suivies d'effets, mais dans ce cas le libre-échange mondial promu par l'UE ces dernières décennies pourrait être largement rogné. ◆

6 ANS APRÈS LES GILETS JAUNES, UNE NOUVELLE CRISE DE CETTE AMPLEUR EST-ELLE POSSIBLE ?

Le samedi 16 novembre a marqué le retour de certains Gilets Jaunes pour célébrer les six ans de la première mobilisation, qui avait ébranlé le pouvoir pendant plusieurs semaines. En particulier le samedi 2 décembre lorsque l'Arc de Triomphe fut pris d'assaut et partiellement dégradé. Les forces politiques dépassées par un mouvement inédit tant par sa forme que par la violence qu'il engendrait, ont dû rapidement mettre fin aux futures hausses des taxes sur l'essence et augmenter la prime d'activité pour les salaires les plus faibles. Néanmoins, les conséquences de ce mouvement vont bien au-delà de l'aspect économique en influençant une partie des actions sociales ultérieures. Bien que la contestation la plus spectaculaire ait fini par s'estomper, les causes sous-jacentes ont-elles pour autant disparues ? Une crise sociale similaire peut-elle aujourd'hui à nouveau émerger ?

L'apparition des Gilets Jaunes

Après des appels relayés notamment sur le réseau social Facebook, en novembre 2018, des milliers de Français utilisent leur gilet jaune et occupent des ronds-points ou manifestent dans les grandes villes et notamment à Paris. La principale revendication concerne l'abandon de la taxe carbone qui doit faire régulièrement augmenter le prix de l'essence à partir du milieu de l'année. Cette mobilisation s'est rapidement étendue à la défense du pouvoir d'achat et à davantage de démocratie directe comme par exemple la possibilité de recourir à un référendum d'initiative citoyenne, à l'image de ce que la Suisse propose. Dès la seconde semaine de mobilisation, un groupe de manifestants cherche à s'approcher de l'Élysée pour faire entendre leurs revendications au Chef de l'État. Ce mouvement a véritablement ébranlé le premier quinquennat d'Emmanuel Macron en étant la cible centrale des revendications.

Cependant, ce mouvement n'a jamais eu de débouché électoral car il y avait une grande diversité idéologique entre les participants. De plus, ils exprimaient une forte défiance à l'égard des institutions qu'elles soient politiques, médiatiques



Une manifestation de Gilets Jaunes à Paris en 2018

ou économiques. Ce qui est le cas d'une majorité de Français d'après les récents sondages. Peu de personnalités ont pu émerger durablement, car les premiers leaders de 2018 comme Éric Drouet ou Jacline Mouraud (qui avaient rencontré le Premier ministre, Edouard Phillipe) ont vite disparu, la base des Gilets Jaunes les accusant de trahison. C'est pourquoi ce mouvement a souvent été comparé aux Jacqueries, qui étaient des soulèvements spontanés et violents de paysans contre les seigneurs féodaux et les nobles, sans entraîner de réels changements dans leurs conditions de vie.

Cependant, l'effet du mouvement a été important pour certains individus, mais également au niveau de la société. Si certains des manifestants ont pu être déçus, d'autres ont découvert l'expérience de la mobilisation collective et se sont investis dans des associations par exemple. En effet, une majorité n'avait jamais manifesté mais cette expérience a transformé leur vision de la société. Des amitiés sont également nées à cette occasion dans des territoires où l'isolement peut être important. L'expérience de cette contestation frontale continue également de se diffuser dans les mouvements sociaux, avec la reprise des comportements ou des chants notamment lors de la contestation de la réforme des retraites. Des manifestations non déclarées se sont développées, tout comme l'incendie des poubelles débordant sur la voie publique à la suite de la grève des éboueurs.

Le Grand Débat

Pour mettre fin aux manifestations et aux violences, Emmanuel Macron lance l'idée d'un Grand Débat afin de répondre aux demandes des Français. Des cahiers de doléances sont mis en place en référence aux États Généraux lancés sous Louis XVI en 1789 qui s'appuyaient notamment sur des cahiers de doléances. Même si la restitution du Grand Débat qui devait avoir lieu le 15 avril 2019, le soir où Notre-Dame a brûlé, n'a jamais été réalisée, des milliers de documents existent. Ils montrent les préoccupations, en particulier parmi les Français les plus âgés, les moins politisés et les habitants des territoires ruraux qui ont été les plus nombreux à saisir cette opportunité.

Les thèmes qui reviennent le plus concernent la quête de dignité, de justice territoriale et fiscale, des difficultés d'accès aux soins et aux services publics, ainsi que d'un sentiment d'enclavement et d'isolement. En revanche, l'immigration et la sécurité sont des doléances très minoritaires, il y a ainsi un fossé important entre les sujets qui accaparent le débat médiatique et les préoccupations de ces citoyens. D'après plusieurs chercheurs qui se sont intéressés à ces documents, de nombreuses phrases sont au pluriel ce qui montre à la fois une forme de conscience sociale en faisant partie d'une classe populaire, mais aussi d'une forme d'identité rurale collective. Ces citoyens demandent souvent une forme d'égalité ou d'équité entre les territoires ruraux et urbains. Les revendications et les propositions formulées n'ont rien perdu de leur actualité, tandis que les crises sociales et politiques se sont depuis succédées.

La crise politique

Les indices d'une désaffection des citoyens pour les partis traditionnels qui avaient gouverné alternativement en France depuis plusieurs décennies : le PS et les LR étaient déjà clairs à cette époque. L'élection d'Emmanuel Macron en 2017 montrait également la volonté de changement des électeurs pour un candidat en dehors de ces partis. Cependant, le rejet a été fort et rapide pour certains citoyens se sentant mis de côté et méprisés par le pouvoir politique. Ils ont le sentiment que les décisions sont prises sans eux et souvent contre eux, notamment avec les fermetures de services publics, la hausse des prélèvements obligatoires ou encore l'augmentation des normes. D'après les dernières enquêtes, les Français se sentent vulnérables et demandent principalement davantage de protection de la part des pouvoirs publics.

Cependant, ces derniers mois, la crise politique a été approfondie par la dissolution décidée par le Président de la République. Une partie de ses propres électeurs a aujourd'hui perdu la confiance qu'elle avait

Emmanuel Macron lors de son allocution du 5 décembre 2024



en lui, à cause de la dissolution, mais également de l'ampleur du déficit public, bien plus important que prévu initialement, alors que la rigueur de la gestion fait partie de leurs principales préoccupations. Aujourd'hui les sujets d'inquiétude concernent surtout les questions de pouvoir d'achat à la suite de la période inflationniste.

Selon une étude de l'Ifop, les Français ont une vision pessimiste de la situation, 87 % considèrent que le pays est en déclin, une hausse de de 18 points depuis 2017. La crise de confiance concerne surtout les institutions et le personnel politique, jugé corrompu pour 63 % des répondants, non représentatif pour 78 % ou agissant pour ses propres intérêts pour 83 %. Aujourd'hui le blocage politique semble total depuis le résultat des élections législatives de 2024 et la constitution de trois blocs qui refusent pour l'instant des compromis. La censure du gouvernement de Michel Barnier a été actée le 4 décembre, mais la question centrale est comment sortir de cette situation. Une majorité de Français est aujourd'hui favorable à la démission du président de la République selon les derniers sondages en particulier pour les électeurs de gauche et d'extrême-droite, qui viennent confirmer les demandes de certaines personnalités politiques de tous bord.

Cette démission permettrait peut-être de clarifier la situation, même si le résultat d'une présidentielle anticipée est aujourd'hui très incertain, en particulier avec le risque d'une peine d'inéligibilité qui pourrait être prononcée contre Marine Le Pen dans le procès des assistants parlementaires de leurs députés européens. De plus, nous ne sommes pas du tout assurés que le résultat des élections législatives permette d'atteindre une majorité absolue de 289 députés. Dans ce cas, le nouveau chef de l'État pourrait se retrouver dans une situation comparable si les compromis et les accords entre les groupes à l'Assemblée nationale ne sont toujours pas trouvés. De nombreux partis appellent la mise en place d'une élection législative se déroulant totalement à la proportionnelle, mais dans cette configuration, les accords entre partis seraient d'autant plus nécessaires. C'est donc à un changement total du fonctionnement de la vie politique française qu'il faudrait atteindre pour que les gouvernements soient plus pérennes que ces derniers mois. ◆

LA COLÈRE COUVE CHEZ LES AGRICULTEURS



Les agriculteurs ont de nouveau manifesté en novembre 2024

Le 19 novembre, des agriculteurs français ont de nouveau bloqué une autoroute reliant la frontière espagnole afin de se plaindre d'une concurrence jugée déloyale. En effet, le marché européen fait que les importations ne sont ni taxées, ni limitées dans leurs quantités et avec des normes de production qui peuvent varier selon les pays. En début d'année, après plusieurs semaines de mobilisation, le Premier ministre de l'époque, Gabriel Attal, s'était engagé sur 62 mesures comme la non mise en œuvre de la taxe prévue sur le gasoil non routier et la réduction des normes de protection environnementale. Aujourd'hui, les problèmes structurels de l'agriculture sont toujours présents. Les négociations autour d'un nouveau traité avec les pays d'Amérique du Sud ont soufflé sur les braises du monde agricole qui est toujours insatisfait de la mise en œuvre des promesses de l'ancien gouvernement.

Les raisons du mécontentement

En octobre, plusieurs actions symboliques ont été décidées : des panneaux avaient été retirés pour être déposés devant certaines préfectures et celle de Châlons-en-Champagne a eu un largage de fumier pour dénoncer la nouvelle directive sur les nitrates et le calendrier d'épandage. D'après Arnaud Rousseau, le président de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA), les actions visent à s'attaquer aux entraves à la vie des agriculteurs, car malgré les annonces gouvernementales, les problèmes structurels sont toujours présents. Ainsi la mobilisation avait plusieurs objectifs, en premier lieu la dénonciation d'une Europe qui ne se protégerait pas d'une concurrence déloyale avec des produits ne respectant pas les normes européennes, puis une demande de simplification de ces normes et en troisième lieu le revenu des agriculteurs qui reste faible pour une majorité d'entre eux.

La production agricole française est toujours largement excédentaire par rapport aux besoins de sa population, ce qui permet d'exporter des quantités importantes, mais plusieurs points demeurent problématiques, notamment le manque de rentabilité de la filière. Pour conserver une production nationale et une souveraineté alimentaire européenne, la PAC (Politique agricole commune) a mis en place à partir de 1962 des subventions qui dépendent principalement des surfaces détenues par les exploitations agricoles. Malgré cela, les revenus sont toujours faibles, en 2021 un agriculteur exploitant touchait en moyenne selon l'Insee 1620€ par mois avant les cotisations sociales, alors qu'un sur sept n'avait pas de revenus ou perdait de l'argent. Les prix de vente des produits agricoles restent trop faibles pour atteindre le revenu médian français, voire même le seuil de pauvreté (60% du revenu médian). Les départs en retraite vont aussi être importants et les transmissions sont généralement compliquées, car le matériel, les terres et les troupeaux peuvent demander un capital de départ très élevé avec des banques réticentes pour prêter les sommes correspondantes. Les normes environnementales sont également de plus en plus fortes et engendrent des coûts ou une réduction de la rentabilité sans forcément que les subventions soient à la hauteur pour les compenser. Enfin, la gestion de l'eau peut être problématique en particulier dans le sud, même si en 2024 la météo a été très pluvieuse pour la plupart des régions, elle a réduit la production de blé et de raisins notamment à cause du manque d'ensoleillement.

Le rôle central des syndicats agricoles

Les syndicats agricoles sont en première ligne de la nouvelle mobilisation, pour eux, les réponses obtenues lors de l'hiver dernier ne permettent pas de répondre aux causes profondes de la crise du secteur agricole, avec des charges financières qui continuent à augmenter. C'est d'autant plus vrai que les élections professionnelles vont avoir lieu le 31 janvier pour élire les représentants dans les chambres d'agriculture et qu'elles ont un rôle central. Ce rendez-vous électoral est organisé tous les six ans et il permet aux cinq syndicats agricoles : la FNSEA, les JA (Jeunes Agriculteurs), la Coordination rurale, la Confédération paysanne et le Mouvement de défense des exploitants familiaux, de mesurer leur représentativité respective et d'augmenter leur financement en cas de bons résultats. La FNSEA et les JA ont décidé de renouveler leur alliance qui leur avait permis d'être toujours majoritaires. Cependant, ils voient la Coordination Rurale augmenter ses soutiens alors qu'elle était déjà devenue la deuxième force syndicale, devant la Confédération paysanne lors de la précédente consultation. Il y a ainsi un leadership revendiqué et des syndicats qui ne veulent pas laisser le rôle central de la contestation à leurs concurrents.

Moins d'un an après une mobilisation historique, les agriculteurs estiment n'avoir pas obtenu suffisamment d'avancées concrètes. Les nouvelles actions ont pour but de faire pression sur l'actuel gouvernement. Certains des 62 engagements pris par Gabriel Attal sont aujourd'hui inscrits dans le projet de loi de finances mais leur conservation semble incertaine devant la probable censure du gouvernement liée à ce vote. Il s'agit notamment de mesures fiscales pour l'élevage, pour le gazole non routier, pour l'épargne de précaution, ou pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties. Mais le gouvernement a aussi dû faire face aux situations d'urgence liées aux mauvaises récoltes et aux maladies de cet été. Un dispositif de prêts a été annoncé avec des taux bonifiés et garantis par l'État, ainsi qu'un fonds d'indemnisation pour les éleveurs touchés par les maladies et des primes d'arrachage pour les viticulteurs qui voient les volumes de production trop élevés par rapport à la baisse de la consommation de vin des Français.

De plus, le projet de loi d'orientation agricole, adopté par les députés en mai, a été suspendu à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale en juin. Il devrait être présenté au Sénat en janvier 2025. Un autre texte proposé au Sénat reprend les demandes de la FNSEA qui vont dans le sens des tenants d'une agriculture productiviste, avec un allégement

des restrictions dans l'usage des pesticides et engrais et dans l'installation de bâtiments d'élevage de grande taille, ainsi que dans la construction des bassines pour retenir l'eau. D'autres syndicats comme la Confédération paysanne demande eux à l'inverse une augmentation des aides pour la transition biologique et le respect de l'environnement.

Les craintes autour de l'accord de libre-échange avec le Mercosur

Les discussions de l'Union européenne sur un nouveau traité de libre-échange a été le déclencheur des nouvelles actions. Ce traité permettrait l'entrée en Europe de viande, de sucre ou de maïs importés sans droits de douane, ce que les syndicats agricoles accusent de concurrence déloyale car les normes sont moins contraignantes dans les pays d'Amérique du Sud qui en font partie : l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Le gouvernement français a repris les arguments des agriculteurs afin d'essayer de limiter leur mobilisation et de ne pas revivre le blocage de l'hiver dernier. Un vote a été réalisé le 26 novembre à l'Assemblée nationale qui a très largement rejeté le traité. Ce vote est en revanche seulement symbolique mais il montre le soutien des différentes forces politiques à l'abandon du traité. C'est un revirement pour la plupart des partis de droite et d'extrême-droite par rapport à leurs votes au niveau européen car ils avaient alors autorisé cette négociation.

Celle-ci se déroule avec la Commission européenne qui est le seul organe de négociation pour ce type d'accord européen. Celui-ci a le soutien total de l'Allemagne qui espère signer rapidement ce traité afin de donner de l'air à son industrie en difficulté, avec un risque d'aggravation à cause des hausses tarifaires sur leurs importations annoncées par les États-Unis et la Chine. De plus, le chancelier allemand est affaibli et a convoqué de nouvelles élections législatives en février 2025, il veut avoir une victoire à son actif avant de les atteindre.

Pour stopper cet accord, le gouvernement français cherche à rassembler une minorité de blocage au niveau européen. L'ancienne ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, avait assuré que la France progressait dans sa construction. Pour l'instant, elle semble avoir réussi à convaincre la Pologne et l'Italie, mais il faudra au total réunir au moins quatre États membres et au moins 35% de la population de l'UE. Elle espère encore persuader l'Autriche, la Belgique ou encore les Pays-Bas qui s'inquiètent également des conséquences qu'auraient un accord UE-Mercosur sur leur agriculture, mais ces pays attendent encore l'avancée des négociations avant de prendre réellement position. En ces temps de grande instabilité gouvernementale en France, Emmanuel Macron veut à tout prix éviter l'accord afin de ne pas renforcer les partis hostiles à la construction européenne, pour lui, cet accord est aujourd'hui inacceptable sans intégrer en contrepartie le respect de l'accord de Paris sur le climat et les interdictions de déforestation. ◆



L'accord a été trouvé entre l'UE et le Mercosur



Des manifestants contre la vie chère en Martinique

LE PLAN CONTRE LA VIE CHÈRE PERMETTRA-T-IL L'APAISEMENT EN MARTINIQUE ?

Le 12 novembre, Rodrigue Petitot a été arrêté et placé en garde à vue au commissariat de Fort-de-France à la suite d'une plainte pour violation de domicile et actes d'intimidation à l'encontre de personnes exerçant une fonction publique. Il est une des figures du mouvement social qui traverse la Martinique depuis plusieurs semaines. Trois autres arrestations ont suivi le 21 novembre pour le même motif. Ce mouvement trouve ses racines notamment dans le fonctionnement historique de l'économie martiniquaise dominée par une élite descendant des propriétaires terriens arrivée avec la colonisation européenne, appelés les békés. Cette crise se manifeste notamment par des mouvements sociaux, des grèves et des revendications de la population martiniquaise pour davantage d'égalité et d'équité.

Le contexte historique et économique

L'Histoire de La Martinique est liée à la découverte des Amériques par les Européens en 1492, elle est marquée par la colonisation et l'esclavage en provenance d'Amérique ou d'Afrique. Ceci a laissé des traces profondes dans la société actuelle avec des inégalités plus importantes : les 10 % les plus riches y perçoivent 4,1 fois plus que les 10 % les plus pauvres, contre 3,4 pour le reste de la France, et 29 % des Martiniquais vivent sous le seuil de pauvreté contre 14 % pour la France.

Les propriétaires terriens ont gardé un contrôle plus fort en Martinique que dans les autres départements d'outre-mer car les conséquences de la Révolution de 1789 ont été moins importantes avec la prise de contrôle de l'île par les Britanniques à cette époque. Elle ne redevient française qu'en 1802 après le traité de paix d'Amiens, mais Napoléon Ier y maintient l'esclavage qui n'est finalement aboli qu'en 1848 par la Seconde République. Le statut est celui d'une colonie avec des inégalités particulièrement intenses. En 1946, la départementalisation est décidée, la Martinique devient ainsi pleinement un territoire de la République française, mais ce n'est qu'en 1996 que les aides sociales et le SMIC (Salaire minimum interprofessionnel de croissance) sont mis au même niveau qu'en métropole. Aujourd'hui l'économie de l'île repose principalement sur le tourisme, l'agriculture (notamment la banane et la canne à sucre) et le secteur public qui est important, avec un taux de chômage qui s'élève à 12 % début 2024, soit 5 points de plus que dans l'Hexagone. La situation sociale et politique est donc difficile avec une population qui vieillit, de nombreux jeunes préférant partir vers la France métropolitaine ou l'Amérique du Nord pour poursuivre leurs études ou seulement trouver plus d'opportunités de travail qualifié.

Les Mouvements Sociaux

Les mouvements sociaux en Martinique proviennent d'un mécontentement profond et persistant au sein de la population. Ils sont souvent déclenchés par les conditions de vie difficiles, les prix élevés et les fortes inégalités économiques

et sociales. Les grèves générales sont une forme habituelle de protestation, elles sont souvent organisées par des syndicats et des associations locales. Par exemple, en 2009, une grève générale de 38 jours a paralysé l'île, avec des revendications portant sur la baisse des prix des produits de première nécessité et l'augmentation des salaires. Les Martiniquais demandaient déjà des mesures de lutte contre la vie chère, notamment la réduction des prix des produits alimentaires, des carburants et le développement des services publics. Le coût de la vie en Martinique est, en effet, plus élevé que dans l'Hexagone. La question de l'autonomie politique est souvent soulevée lors des mouvements sociaux. De nombreux Martiniquais estiment que l'île devrait avoir plus de contrôle sur ses affaires internes et une plus grande autonomie par rapport à la métropole. Cette revendication est liée à un désir de reconnaissance des spécificités culturelles et historiques de la Martinique provenant d'une histoire particulière.

Plan contre la vie chère

Le mouvement social de ces dernières semaines a été important en bloquant à partir du mois de septembre divers points stratégiques de l'île comme les grandes routes, les centres de distributions ou encore le port de Fort-de-France. Le principal sujet de mécontentement concerne de nouveau les prix de vente bien plus élevés en Martinique, en moyenne 40 % de plus que dans l'hexagone selon l'Insee. Cela provient notamment du transport plus important et des ventes plus faibles qui entraînent un surcoût pour les entreprises. De plus, un impôt local existe : l'octroi de mer, qui vient augmenter également le prix final. Cependant, cela ne permet pas d'expliquer la totalité de la différence, une autre part a pour origine le fonctionnement du marché local avec forte concentration du secteur où cinq groupes se partagent la distribution des produits, ce qui limite la concurrence par les prix. Le nombre d'intermédiaires est en revanche important, avec une marge prise par chaque maillon de la chaîne. Pour pouvoir comparer, un développeur martiniquais a mis en place un site internet *kipri* qui s'appuie sur les données de supermarchés en France métropolitaine, en Guadeloupe, en Guyane et en Martinique. Le succès a été très rapide avec plus de 70 000 visiteurs depuis son lancement le 15 septembre, d'après la Radio Caraïbes International (RCI) et le site montre que certains produits sont vendus jusqu'à 1,5 fois plus cher et que l'écart est en moyenne de 58 %.

Afin de sortir de la situation de crise, un plan contre la vie chère a été signé le 16 octobre, par le préfet et par une trentaine d'élus et des patrons des groupes de distribution. Il prévoit 28 mesures dont notamment une baisse de la fiscalité avec la suppression de l'octroi de mer sur 54 types de produits et l'exonération de la TVA (Taxe sur la valeur ajoutée) pour 69 types de produits. L'opération devrait cependant être compensée par une taxation plus importante d'autres produits non alimentaires qui va laisser à l'équilibre les recettes fiscales. L'État devra toutefois débourser une dizaine de millions d'euros par an pour subventionner le transport maritime vers la Martinique. Cette aide au fret sera accordée dans le cadre d'un soutien accru à la continuité territoriale entre l'Hexagone et les outre-mer. Mais, tant que le Parlement continue de débattre du budget 2025, le financement de cette mesure n'est pas assuré, observe la députée socialiste Béatrice Bellay d'autant plus préoccupée que la « mission outre-mer » du budget est menacée pour 2025 de réductions budgétaires. Le plan contre la vie chère prévoit également le renforcement des contrôles du respect des engagements des distributeurs, avec un suivi mensuel de la transparence des prix et des marges, sous la houlette de l'observatoire des prix, un organisme qui n'existe pas encore et devra donc rapidement voir le jour pour assurer sa mission.

Ce plan a néanmoins été d'emblée rejeté par l'association à l'origine de la mobilisation, car l'accord est jugé trop limité et ne réglant pas les causes structurelles de la vie chère. Pour pallier en partie à cela, le Ministre démissionnaire des Outre-mer François-Noël Buffet, a indiqué qu'un autre plan d'aide à la diversification agricole était en projet afin de réduire la dépendance des exploitations à la production de produits exportés et d'augmenter celle à destination des consommateurs locaux.

Le risque de reprise du mouvement est donc toujours présent. Dans ce contexte, la question de l'autonomie, voire de l'indépendance se pose de nouveau. Même si la majorité des habitants veulent aujourd'hui rester unis avec la France, ils souhaitent plus de liberté pour décider des lois et des politiques dans une île qui se trouve à plus de 7000 km de Paris et a des préoccupations parfois très éloignées du reste du territoire. ◆

La visite de l'ancien Ministre de l'Outre-Mer pour la signature de l'accord





- Philippe Lioret, *Welcome*, 2009.

- Robert Castel, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Seuil et La République des Idées, 2003.

Judith LEVERBE

WELCOME

FILM DE PHILIPPE LIORET (2009)



LE SYNOPSIS

Bilal, un jeune kurde, arrive illégalement à Calais. Il rejoint la « jungle » de Calais où s'entassent de nombreux migrants qui partagent tous le même espoir, traverser la Manche et se rendre en Angleterre. Son rêve est de devenir footballeur professionnel et retrouver sa petite amie à Londres. Mais compte tenu de la surveillance policière, il comprend qu'il n'y parviendra qu'en faisant appel à un passeur. Il embarque alors clandestinement à bord d'un poids lourd en compagnie d'un groupe de migrants, mais ils sont rapidement repérés par la police et arrêtés.

Il décide alors de traverser les 80 km qui le séparent de l'Angleterre à la force de ses bras et de ses jambes et se rend à la piscine municipale pour s'entrainer. Il y fait la connaissance d'un maître-nageur, Simon, auquel il demande des cours de natation. Simon est un homme taiseux, malheureux, qui vit mal sa séparation avec sa femme, bénévole dans une association qui aide les migrants en leur distribuant des repas. Peu à peu, Simon est touché par Bilal et le loge chez lui. Un voisin le dénonce. Il est alors soupçonné par la police de venir en aide à une personne en situation irrégulière, ce qui constitue un délit passible d'une peine d'emprisonnement.

Lorsqu'il apprend que le père de sa fiancée a l'intention de la marier, Bilal précipite son départ. Il part à la nage. Sa traversée échoue et il est envoyé dans un centre de rétention. Quant à Simon, il, est mis en examen et placé sous contrôle judiciaire. Dès sa remise en liberté, Bilal repart vers l'Angleterre à la nage et il y parvient presque mais, il est repéré par des garde-côtes britanniques et meurt noyé, en tentant de leur échapper.

Simon brave l'interdiction de quitter le territoire qui lui a été fixée par la justice.

Peu après l'enterrement de Bilal, et malgré la décision de justice qui lui interdit de quitter le département, Simon se rend à Londres pour y rencontrer Mina, la fiancée de Bilal, et lui annoncer les tentatives répétées de Bilal et sa mort.

L'AFFICHE DU FILM

L'affiche rend compte de l'atmosphère sombre du film : on y voit le jeune Kurde s'apprêtant à enfiler une paire de palme. En arrière-plan, une mer glaçante, grise et agitée sur laquelle on aperçoit un ferry qui s'éloigne. C'est l'image d'un rêve inaccessible. Près de lui, à genoux, un homme, Simon, celui par lequel la solidarité se met en marche, le regarde de façon résignée.

LES AXES DU FILM EN LIEN AVEC LE THÈME AU PROGRAMME

Solidarité et accès à l'altérité

Welcome traite de l'immigration clandestine et de l'errance d'individus aux marges des sociétés occidentales, contre laquelle la plupart des gouvernements européens mène une répression. Le film est proche du documentaire, au plus près des réalités vécues par ces clandestins qui fuient leurs pays et voient l'Angleterre comme une « terre promise ».

Une partie des citoyens s'oppose à ces choix politiques au nom de la plus simple humanité et de la solidarité à l'égard d'individus fuyant des pays pauvres et/ou en guerre. C'est le plus souvent par le biais d'associations que des individus viennent en aide à des sans-papiers. C'est le cas de Marion, l'ex-femme de Simon. La solidarité est, on le voit à travers les militants associatifs, une relation humaine forte, un intérêt porté aux autres, en particulier les plus démunis. La solidarité est donc présentée dans ce film comme un socle de la société, un lien

qui se construit sur le terrain, collectivement. Rencontrer l'autre, à la fois différent et semblable, est un des moyens pour mieux vivre ensemble. L'action solidaire incarne donc une société « humaine » dans laquelle l'aide et l'accompagnement reposent sur un principe humaniste simple : ne laisser personne de côté. C'est une déclinaison de la fraternité.

Le film montre aussi que la solidarité fait ce que nous sommes, en tant qu'être humain. En effet, quand Simon vient en aide au jeune kurde, d'une certaine façon, l'inverse est également vrai. En accueillant l'altérité par l'intermédiaire de sa relation avec un migrant qui devient d'abord un élève puis un ami pour finalement accéder à une sorte de relation de paternité, Simon retrouve une forme de dignité.

La solidarité est donc une affaire d'altérité, de lien aux autres. Le film montre d'ailleurs a contrario que le rapport aux autres et à la solidarité peut séparer un couple, tant ce sont des valeurs fortes. Il montre que l'engagement solidaire peut être un moteur de l'estime de soi et des autres.

Les ressorts de l'engagement solidaire

Dans le film, on voit se déployer différents types de rapports à la solidarité.

L'engagement de Marion, l'ex-femme de Simon, est présenté comme une implication profonde, morale, fondée sur des valeurs. Sa sensibilité à l'injustice est révélée dans une scène de supermarché dans laquelle elle s'indigne lorsqu'un vigile interdit à un migrant d'entrer dans le magasin et reproche à Simon son indifférence. « Toi, tu ne dis rien. Tu baisses la tête et tu rentres chez toi ! », lui dit Marion. Avec Marion, l'aide aux autres repose sur des valeurs sinon comment expliquer qu'un individu y mette de son temps personnel et, même, prenne des risques pour œuvrer en ce sens.

A priori, Simon n'est pas enclin à ce genre de valeurs. Son absence de réaction au supermarché tend à le prouver. Et pourtant, le film montre le processus qui le conduit à intégrer l'idée de solidarité et la mettre en œuvre étape par étape, et c'est là tout l'intérêt du film. Le cheminement vers l'action solidaire de Simon est plus complexe à décrypter que celui de Marion, tant il semble fait d'actes et non de réflexion consciente. Alors qu'il ne sait plus très bien où va sa vie, l'attention qu'il va déployer pour Bilal va, peu à peu, le reconnecter à son existence et au monde qui l'entoure. L'implication solidaire fonctionne pour Simon comme un « réveil », un sursaut.

Si les effets de l'engagement sont visibles, on peut se demander ce qui finalement le pousse à agir. La conscience qu'il a de ses motivations semble vague, ambivalente. Les causes de l'engagement de Simon, telles qu'elles sont suggérées par le film, sont multiples et vont de la générosité instinctive, mais ignorée jusque-là, au sentiment de culpabilité (cf. la scène au supermarché). On voit ici que la valeur que représente la solidarité entre dans sa vie quotidienne : d'abord, il fait simplement son métier de maître-nageur, puis il accompagne, assiste Bilal ; il lui propose ensuite de le conduire et de le loger. La rencontre avec le jeune kurde est venue télescoper son quotidien et son vide existentiel. En intégrant empiriquement des valeurs de solidarité, d'assistance, d'empathie, il fait sien le destin de Bilal. Ses actes donnent du sens à sa vie.

Être solidaire ou respecter la loi

Le film traite aussi des liens entre citoyenneté et solidarité. En effet, la loi française, à travers l'article L.622-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile punit de cinq ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende « toute personne qui aura, par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers d'un étranger en France ». Cette loi qui permet de lutter contre les réseaux organisés d'immigration clandestine est formulée de façon suffisamment générale pour être s'appliquée aussi à tout individu qui porte assistance aux sans-papiers, en les logeant, en les transportant, en leur permettant de prendre une douche, en rechargeant leur téléphone ou en leur fournissant un repas. Philippe Lioret dit de cette loi qu'elle « rend les gens coupables d'un acte compassionnel ». En ce sens, elle crée un délit de solidarité.

Le film montre donc comment les personnes qui s'engagent dans ce type d'assistance aux migrants sont visées par la répression policière. On peut dire qu'il dénonce la criminalisation d'actes fondés sur l'humanité et la solidarité.

De la désobéissance civile au délit de solidarité

L'article L. 622-1 ne fait pas de distinction entre les personnes qui agissent à titre humanitaire et celles qui appartiennent à des réseaux de passeurs et agissent pour de l'argent. Or, certains militants associatifs, forts de leurs convictions, préfèrent désobéir à cette loi et venir en aide aux réfugiés plutôt que perdre leur humanité. C'est là aussi le propos du film. C'est donc clairement de désobéissance civile qu'il s'agit. On peut définir la désobéissance civile comme le refus revendiqué de se soumettre à une loi ou un pouvoir jugé inique par ceux qui le contestent. C'est un moyen d'action pacifique qui passe par des modes d'actions illégaux. On doit ce terme de désobéissance civile à Henry David Thoreau, dans des textes écrits au milieu du XIXe siècle (Résistance au gouvernement civil (1849), ouvrage qui sera réintitulé La Désobéissance civile de façon posthume). Welcome montre comment cette loi permet d'intimider les bénévoles des associations d'aides aux sans-papiers. Leur action et sa visibilité conduisent à leur interpellation par la police, à leur mise en garde à vue, etc. En s'attachant à Bilal, Simon inscrit son action dans le cadre de cette loi et est mis en examen pour cela.

Welcome dans les sujets de QC

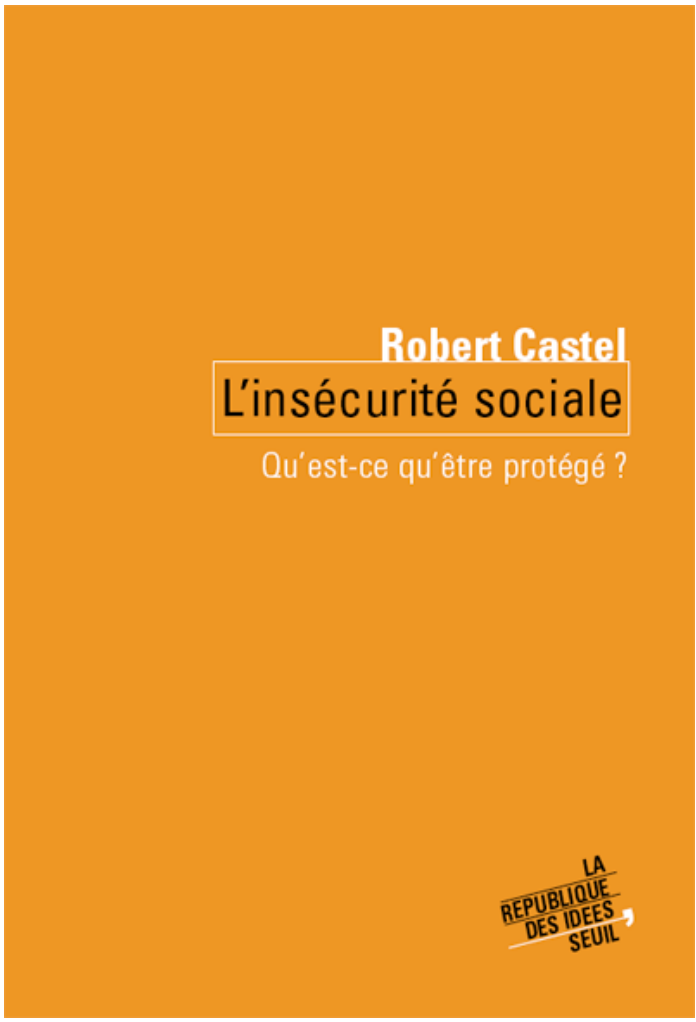
Le film de P. Lioret peut donc illustrer de nombreuses questions autour des solidarités. Ses thématiques pouvant être facilement reliées à des sujets de QC sont nombreuses :

- Le rapport entre les valeurs et l'action solidaire ;
- La notion d'engagement solidaire ;
- Les différents registres psychologiques qui peuvent mener à l'engagement solidaire ;
- L'ambivalence entre la solidarité-valeur (voire vertu) et sa répression dans certains cas de figure ;
- Les relations entre désobéissance civile et engagement solidaire ◆

ROBERT CASTEL,

L'INSÉCURITÉ SOCIALE. QU'EST-CE QU'ÊTRE PROTÉGÉ ?

Seuil et La République des Idées, 2003



L'AUTEUR

Robert Castel est sociologue. Il a publié différents ouvrages, considérés comme majeurs, qui portent largement sur la question des liens sociaux : *Métamorphoses de la question sociale* (1995) ou encore, avec Claudine Haroche, *Propriété privée, propriété sociale et propriété de soi* (2001). Il s'est intéressé à la désaffiliation sociale, terme qu'il préfère utiliser plutôt que celui d'exclusion, pour insister sur le processus de rupture des liens sociaux.

LE PROPOS GÉNÉRAL DE L'OUVRAGE

R. Castel explique que la société moderne dans laquelle nous vivons est, le plus souvent, considérée comme une société protectrice de l'individu. Jamais dans l'histoire, la société n'a semblé aussi sûre. Les formes de protection sont diverses.

D'une part, elles sont civiles et juridiques. En effet, des lois garantissent les libertés fondamentales, la sécurité des biens et des personnes. Un État de droit protège donc les individus chacun de façon égale.

D'autre part, ces protections sont également sociales. En effet, des mécanismes protecteurs couvrent les principaux risques susceptibles d'entraîner une dégradation de la situation des individus, notamment la maladie, l'accident, la vieillesse, le chômage, la famille. Les vecteurs les plus marquants de la déchéance sociale (perte d'emploi, maladie, par exemple) génèrent donc des mécanismes collectifs de protection sensés éviter la perte de lien social, la pauvreté et la déchéance sociale. Ainsi la société moderne, forgée par ces principes et ces droits,

fait de la sécurité une préoccupation majeure des individus.

Malgré ce tissu protecteur, ces sociétés produisent également de l'insécurité. Par une sorte de paradoxe, le primat de la sécurité crée une peur de l'insécurité. L'auteur ne définit pas l'insécurité moderne par l'absence ou la faiblesse des mécanismes de protection sociale mais, et cela peut sembler paradoxal, plutôt par leur inverse, c'est-à-dire la présence de filets protecteurs, source d'effets pervers.

Il développe cette approche dans cinq chapitres :

1) La sécurité civile dans l'État de droit,

2) La sécurité sociale dans l'État protecteur,

3) La remontée de l'incertitude,

4) Une nouvelle problématique du risque,

5) Comment combattre l'insécurité sociale ?

LES ANALYSES EN LIEN AVEC LE THÈME DE QC

La solidarité collective au cœur de l'État-providence

R. Castel analyse la place de l'État de droit et de la sécurité sociale et montre qu'ils sont la base d'un État-providence. Il rappelle que la société moderne s'est construite sur le fondement de l'individualisation progressive. Ce primat de l'individu a créé une demande d'État, et en particulier d'État protecteur, de plus en plus légitime. Il montre comment peu à peu la prise de conscience de formes d'insécurité sociale émerge. Il cite l'exemple, à la fin du XIXe siècle, de la prise de conscience du fait que la défense de la propriété privée (et de la sécurité qu'elle représente) a longtemps éludé l'insécurité des non-propriétaires. Face à cette inégalité patrimoniale, la solidarité collective, à travers diverses aides sociales, est donc apparue comme un cadre nécessaire. Ces droits peuvent s'analyser, selon Castel, comme une « propriété sociale » qui consiste à mettre à la disposition de tout citoyen un droit à des services ou des biens sociaux. Il s'agit donc d'un type de ressources spécifique qui ne s'exprime pas dans la possession matérielle et monétaire. Il ne s'agit pas d'un patrimoine privé mais d'un droit d'accès à la solidarité collective.

Société salariale et solidarité

C'est avec la salarisation de la population active (XXe siècle) que la société est allée vers une solidarité collective. Le salariat conduit à une sécurisation des parcours individuels dans la mesure où la société salariale est très intégratrice. Travailler permet de cotiser, de participer à la solidarité collective et de bénéficier de celle-ci. Salariat et solidarité sont donc étroitement liés. Les cotisations conduisent à un « salaire différé » et à un maintien du lien au reste de la société par le biais d'un revenu de substitution (retraites, allocations chômage, prestations santé) ou d'un revenu complémentaire (allocations familiales, allocation logement). Le lien social passe donc ici par la participation à une norme de consommation.

Ces droits sociaux constituent donc, selon R. Castel, une « propriété sociale » dans le sens où ils produisent des « équivalents sociaux qui étaient auparavant seulement donnés par la propriété privée », comme il l'écrit dans l'ouvrage. L'État social est donc un vecteur de solidarité entre les individus et les groupes sociaux, créant une société composée de semblables (plutôt que d'égaux) interdépendants et tous détenteurs de droits communs et de ressources communes. Ainsi, le compromis social qui caractérise les 30 Glorieuses repose sur un ensemble de règles protectrices qui montrent que l'État protecteur est producteur de solidarité.

Compte tenu de la place centrale du travail dans le modèle social, R. Castel relie donc l'accès à la protection sociale et, par ce biais, aux mécanismes de solidarité collective, au contrat de travail. Les droits sociaux sont donc des prolongements du droit du travail.

État-protecteur et faiblesse des solidarités

Si l'État social est protecteur et intégrateur, comment peut-il en même temps fragiliser la solidarité collective et produire de l'insécurité sociale ? C'est en effet là que se trouve le paradoxe analysé par R. Castel. Il explique en effet qu'une société qui donne autant de place et met autant de moyens dans la « sécurité sociale » génère en retour des attentes fortes, des inquiétudes et des frustrations. Il évoque « leur ombre portée dans un univers social qui s'est organisé autour d'une quête sans fin de protections ou d'une recherche éperdue de sécurité ». Le système de protections et de solidarité collective met à jour la faiblesse des solidarités sociales « spontanées » dans des sociétés urbanisées notamment.

La recherche perpétuelle de protections produit donc des effets pervers : la société de sécurité produit aussi le sentiment d'insécurité. Il explique que ce paradoxe apparent s'explique, dans ce type de société organisée auteur de filets de protection (État-providence), les individus ne trouvent plus en eux-mêmes les ressorts pour agir face à l'adversité de même qu'ils ne trouvent pas non plus, parmi leur proches, la solidarité permettant de les protéger. Tout se passe comme si le cadre institutionnel brisait les ressorts individuels et collectifs de protection.

Une définition de l'insécurité qui intègre la notion de solidarité

L'intérêt central du travail de R. Castel est de sortir d'une définition étroite de l'insécurité et d'y intégrer certains ressorts

sociaux. C'est ainsi qu'on peut mieux saisir le sentiment latent d'insécurité tel qu'il est exprimé dans les enquêtes. Il montre en effet qu'à côté de l'insécurité civile, qui se caractérise par des atteintes aux personnes et aux biens, il existe une « insécurité sociale » liée à l'affaiblissement des filets de protection solidaire tels qu'ils sont organisés collectivement.

C'est notamment la résurgence de la précarité à partir des années 1970, après une longue période de croissance économique (les « 30 Glorieuses »), qui remet à l'ordre du jour des préoccupations sociales la question de la précarité des conditions de vie et de la solidarité. R. Castel parle d'un retour de l'incertitude qu'il relie à l'affaiblissement de la légitimité de l'État. Le rôle et l'efficacité de l'État sont remis en cause tant dans le domaine de la régulation économique que dans celui de la régulation sociale. C'est ce qu'un autre sociologue français, Pierre Rosanvallon, appelle la « crise de l'État-Providence ».

En fin d'ouvrage, R. Castel propose une réflexion sur les moyens de combattre l'insécurité sociale. Les solutions passent, selon l'auteur, par une sécurisation des parcours professionnels et une reconfiguration de la protection sociale.

Mécanismes de solidarité et nouveaux risques

R. Castel explore également l'impact de ce qu'il appelle la « nouvelle génération de risques ». En effet, à côté de l'affaiblissement des mécanismes de solidarité nés de la société salariale sur la base du salariat, d'autres facteurs d'insécurité contemporaine sont apparus. Ces nouveaux risques renvoient à l'ensemble des risques technologiques, industriels, écologiques ou encore sanitaires. Ces derniers sont largement imprévisibles, non probabilisables. Ils se manifestent brutalement, par des catastrophes et des dégâts marquants. Ils créent donc une angoisse sécuritaire et les États semblent impuissants à y répondre. Le sentiment d'insécurité a donc pris une ampleur nouvelle.

Cette multiplication des risques (sociaux, sanitaires, environnementaux, etc.) crée donc, selon R. Castel, une demande de sécurité supplémentaire ce qui, dans une société de forte individualisation, débouche sur un développement de réponses marchandes et individuelles qui passent par des systèmes d'assurances privées. Tout se passe comme si la prise en charge et l'organisation de solidarités collectives n'étaient plus la réponse appropriée dans cette société du risque. ◆


tremplin le mag